

SÉNAT DE BELGIQUE

SEANCE DU 6 JUIN 1946.

Rapport de la Commission de l'Agriculture chargée d'examiner le Projet de loi contenant les Budgets du Ministère de l'Agriculture pour les exercices 1945 et 1946.

(Voir les nos 4-X (session de 1945-1946), 39 (session extraordinaire de 1946) et les Annales parlementaires de la Chambre des Représentants (séances des 16 avril, 7, 8 et 15 mai 1946.)

Présents : MM. MULLIE, président; BOULANGER, BLAVIER, CRAEYBECKX, DE BOODT, DE COENE, comte DE LA BARRE D'ERQUELINNES, DEPOTTE, DESMEDT (René), DEVAUX, DHONDT, DOUTREPONT, ESTIENNE, HANS, LEURQUIN, NIHOUL, PETIT, RONVAUX, SOBRY et BOUILLY, rapporteur.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

MESDAMES, MESSIEURS,

Au seuil de ce rapport, je tiens à rendre hommage à feu M. Limage, qui fut un rapporteur d'élite, qui mit, durant des années, ses connaissances approfondies des gens et des choses de la terre, au service de la nation. Ses rapports n'ont pas cessé d'être des modèles du genre, au point de vue clarté, documentation, érudition.

Rien de ce qui touchait à l'agriculture n'était étranger à ce praticien, au jugement sûr et droit.

* * *

L'agriculture, qui est l'une des industries les plus importantes du pays, occupe des centaines de milliers de Belges, dont le dur labeur enrichit la nation.

Parce qu'un certain nombre d'entre les cultivateurs ont, au cours de l'occupation et après la libération, abusé des circonstances résultant de la guerre et se sont enrichis au détriment de la masse des consommateurs, privés de l'essentiel, d'aucuns continuent à sous-estimer la valeur du travail des agriculteurs et son importance, au point de vue national.

Ceux qui ont manqué à leur devoir et spéculé sur la misère des temps sont condamnables. Ils sont heureusement l'exception et, sans vouloir, en aucune manière, les excuser, nous devons constater que, dans tous les milieux, dans toutes les classes de la société, cette exception s'est manifestée, au grand dam de la moralité publique.

Il est encore assez tôt cependant pour affirmer que si certains producteurs ont manqué à leurs obligations, beaucoup se sont loyalement comportés.

A d'autres points de vue, et dans certaines régions, c'est chez les cultivateurs que l'on a trouvé les plus fermes soutiens de la Résistance et l'aide la plus précieuse dans la lutte pour la libération du pays.

L'intermédiaire qui rançonne nos populations sur la vente des produits de la ferme, qui lui sont livrés, sans qu'il ait fourni le moindre travail, est un bien plus grand coupable que le producteur. C'est vers lui et vers le trafiquant parasitaire qui surfait les prix, que doit aller la réprobation générale et c'est contre lui — souvent commerçant marron échappant au fisc — que doit se dresser l'Etat, pour sa défense et celle du consommateur.

Au fait, quelque sentiment que l'on professe pour l'agriculteur, on doit reconnaître qu'il est l'un des éléments essentiels de la vie nationale et qu'il est de l'intérêt même du pays, que l'agriculture soit rentable, sinon prospère.

* * *

Le budget même du Ministère de l'Agriculture n'est pas des plus important. Il ne contient guère de prévisions de dépenses qu'il soit possible de réduire et moins encore de supprimer. Nous considérons, au contraire, que d'aucunes sont insuffisantes et que l'on a eu tort de ne pas augmenter certains crédits.

Les sommes prévues pour la rémunération du personnel, par exemple, le sont incontestablement. S'il est un département où la revision des cadres et l'augmentation des traitements s'imposent, c'est bien celui de l'Agriculture.

Le personnel universitaire qu'il occupe, jouit de traitements indignes de ses fonctions. Ainsi, il est inouï de constater, qu'à l'heure actuelle, un ingénieur agronome soit nommé au traitement de base de 19,000 francs.

Sait-on, d'autre part, que ce département compte *plus de fonctionnaires à titre temporaire que d'autres, à titre définitif*?

C'est une situation qui doit cesser.

Nous formulons plus loin les observations de la Commission au sujet des prévisions budgétaires.

Ce qui retient essentiellement l'attention de ceux que préoccupe le problème agricole, c'est l'aspect économique que revêt ce secteur de la vie nationale, aussi bien que l'aspect éducatif, qui conditionne le progrès social et permettrait au monde agricole de bénéficier des bienfaits de la science, des découvertes et des améliorations de tous genres, résultant des progrès réalisés dans ce domaine.

La Belgique détient une première place dans le monde, du point de vue de la technique agricole et les possibilités de rendement. Cependant, en ce qui concerne son équipement, des progrès pourraient encore être réalisés. La collectivité y trouverait son compte. Il est temps que le département ait, à cet égard, un programme hardi.

L'usage de cette invention considérable qu'est l'électricité, est loin d'être suffisamment répandu. Encore trop d'écarts en sont privés et beaucoup trop nombreux sont les cultivateurs qui en méconnaissent les avantages et les bienfaits.

La mécanique agricole, elle non plus, n'est pas suffisamment appliquée. Que de peines le producteur s'épargnerait et combien il améliorerait ses conditions de vie, par une utilisation plus complète, des moyens mécaniques mis à sa disposition.

Il y a là une question d'éducation et de possibilités financières, qui devrait, davantage, préoccuper l'Etat.

L'aspect éducatif peut être développé par la propagande et l'enseignement.

Le financement d'un meilleur matériel de culture, peut être assuré par l'Institut de Crédit Agricole, encore insuffisamment connu de bien des producteurs. Sa raison d'être n'est-elle pas de mettre de l'argent à bon marché à la disposition du cultivateur qui n'a d'autre richesse que son modeste bien et sa force de travail?

Du point de vue économique, le producteur connaît trop peu ce levier puissant qu'il peut posséder dans le système coopératif.

Quel développement, par exemple, ne pourrait-on donner à l'industrie laitière par la coopération — la vraie ! — et quels profits le producteur ne retirerait-il pas d'une fabrication rationnelle et scientifique?

Car, dans le domaine agricole, comme dans le commerce et l'industrie, ce qui importe, c'est d'assurer la rentabilité de l'exploitation. Le labeur humain doit trouver sa récompense en procurant à l'homme, un standing de vie décent.

A cet égard, les gouvernements — je ne dis pas les ministres de l'Agriculture — qui se sont succédé depuis la libération, ne se sont pas assez souciés d'assurer au travailleur de la terre la juste rémunération de sa peine.

Les prix que les gouvernements ont fixés pour les produits de la ferme, furent souvent inférieurs aux prix de revient. On encourageait implicitement le commerce irrégulier, laissant entendre au producteur, qu'il trouvait là, une compensation à son manque à gagner.

Combien il serait désirable qu'on en revînt à une politique saine, d'abaissement des prix au maximum, certes, mais en assurant au producteur la rentabilité de son entreprise, par l'exercice d'un commerce honnête.

Tous les efforts du Gouvernement devraient tendre, à favoriser une production abondante des produits vivriers, de manière *qu'après qu'il aurait été satisfait aux besoins nationaux*, il soit possible de pratiquer l'exportation.

La Belgique, faut-il le répéter encore, a tellement besoin d'exporter !

* * *

Nous nous garderons bien d'émettre des considérations qui dépasseraient le cadre du problème agricole et déborderaient sur celui d'autres départements.

Mais pouvons-nous ne pas regretter, lorsque nous envisageons la production agricole, que des mesures n'aient pu être prises, qui eussent provoqué une production abondante du sucre et nous eussent permis, non seulement de satisfaire les besoins intérieurs, mais d'exporter des quantités de ce produit?

On a, avant guerre, fait une publicité intense en vue d'assurer une grosse consommation de cet aliment par excellence, dont nos compatriotes ont été en partie privés durant l'occupation.

En 1946, le Gouvernement a lésiné et le résultat en sera, qu'en fin de compte, nous manquerons d'un produit qui eût pu être abondant.

Même observation au sujet des céréales, dont la production fut intensifiée, durant la guerre, au détriment, parfois, de cultures plus rémunératrices et qui fut délaissée, fort peu de temps après la libération.

A quoi faut-il attribuer cet abandon? Aux arrivages — à certains moments fort nombreux — de provenance exotique? A l'infériorité de la qualité de notre production en céréales? Il faudrait bien le dire, si l'on veut, qu'à l'avenir, le producteur soit fixé sur les possibilités d'écoulement de sa récolte. Il ne doit pas être vrai, en tous cas, qu'après avoir demandé aux gens de la terre, de produire intensément, on n'assure pas l'écoulement de leurs produits.

Parmi les cultures au sujet desquelles nous pouvons compter pouvoir exporter, se trouve celle de la pomme de terre hâtive.

La Commission est unanime à souhaiter que le nouvel accord franco-belge joue pleinement, grâce aux excédents dont nous pourrions disposer. Elle émet le vœu que les formalités imposées par l'Office des Contingents et l'Institut du Change ne compliquent pas vainement les opérations.

Avec le retour de la traction automobile, il y a pléthore de chevaux. Le Gouvernement a donc eu raison d'en permettre l'exportation, en France notamment. Il doit multiplier les efforts en vue d'en augmenter le contingent.

Notre cheptel bovin, lui, n'est pas encore reconstitué et l'on se demande pourquoi le Gouvernement ne s'attacherait pas à récupérer en Allemagne, autant de têtes de bétail que l'ennemi nous en a volé en 1940, durant l'occupation et lors du recul ?

Le cheptel bovin, nul ne le contestera, peut encore être amélioré. Il serait désirable que l'on se préoccupât davantage encore, du contrôle du rendement des vaches laitières.

Si la Commission est unanimement d'accord pour dire que le Ministre de l'Agriculture a pour mission de défendre au maximum les producteurs — dans leurs intérêts vitaux et tout autant dans ceux du pays — elle estime qu'il lui appartient également de veiller à soutenir les institutions susceptibles de former de bons cultivateurs.

Le Ministère de l'Agriculture pourrait témoigner de plus d'intérêt à l'égard de la Station laitière de Gembloux.

Cette station laitière, appelée à rendre de grands services aux agriculteurs, ne dispose que d'un budget fort insuffisant, qui la met dans l'impossibilité d'avoir le rendement qu'on est en droit d'attendre d'elle.

La Commission enregistre avec plaisir les déclarations de l'honorable Ministre à la Chambre des Représentants, relativement au bénéfice du rééquipement ménager aux ouvriers agricoles. Cette mesure s'impose.

Ces travailleurs, au même titre que les ouvriers industriels, devraient également bénéficier du régime sur la Sécurité sociale.

La Commission prend acte de la déclaration récente de l'honorable Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale, à savoir que les travailleurs agricoles bénéficieraient de cet avantage en octobre prochain.

La Commission prend également acte des intentions du Gouvernement au sujet de l'accord hollando-belge, dont les dispositions peuvent concourir à la prospérité du pays, à la condition que l'agriculture belge puisse, pendant une période de transition, s'adapter par des dispositions spéciales à ce régime économique nouveau.

* * *

Une source de documentation à laquelle j'ai pu puiser, m'a permis d'établir l'importance économique de la production agricole.

La valeur du capital investi dans l'agriculture est grande. Le capital « terres », y compris les bâtiments de ferme, est de 60,000,000,000, en francs et prix de 1939. Le capital d'exploitation, qui comprend essentiellement le cheptel vif et mort, avait, au cours de la même année, une valeur de 13,000,000,000 de francs.

A titre de comparaison, il est utile de signaler que, d'après une évaluation du professeur Baudhuin, la valeur du capital total investi dans toutes les industries était de 53,500,000,000 de francs en 1939.

La production annuelle brute de l'agriculture était, en 1939, de 13,537,000,000 de francs, dont 11,767,000,000 pour l'agriculture proprement dite et 1,770,000,000 pour l'horticulture.

Qu'on en juge par le tableau que nous publions ci-dessous :

Valeurs de la production agricole et horticole brutes en 1939.

Valeurs en 1,000 francs.		
		Totaux.
Froment	399,848	
Epeautre	11,801	
Méteil	3,974	
Seigle	256,258	
Orge	45,773	
Avoine	552,932	
CÉRÉALES		1,270,586
Fèveroles	21,371	
Lin (paille)	280,730	
Lin (graines de)	28,456	
Plantes oléagineuses :		
Tabac	48,300	
Houblon	17,224	
CULTURES INDUSTRIELLES		396,081
Chicorées	89,220	
Pommes de terre	1,023,429	
Betteraves sucrières	374,524	
Betteraves fourragères	648,102	
PLANTES RACINES ET TUBERCULES		2,135,275
Foin de prairie	392,239	
Carottes	6,604	
Navets	204,960	
Spergule	10,147	
CULTURES FOURRAGÈRES		613,950
<i>Valeur totale production végétale</i>		4,415,892
Production chevaline	184,545	
Production bovine	4,047,415	
Production porcine	1,315,951	
Production ovine	42,236	
Production caprine	41,640	
Production de la volaille	1,575,895	
Production des lapins	144,000	
<i>Valeur totale production animale</i>		7,351,682
Cultures maraîchères	1,400,000	
Vergers	370,000	
<i>Valeur totale production horticole.</i>		1,770,000
<i>Valeur totale production agricole et horticole</i>		<u>13,537,574</u>

Depuis cent ans, la valeur de la production agricole a fortement augmenté, grâce à l'intensification progressive de l'exploitation.

Le tableau ci-après indique l'augmentation de la valeur de la production agricole depuis 1846; il est à noter que toutes ces valeurs ont été calculées en francs de 1939; l'augmentation provient donc uniquement de l'accroissement de la production en quantité.

Valeur de la production brute agricole.

1846	fr. 5,677,998,000 »
1856	6,459,959,000 »
1866	6,948,841,000 »
1880	7,684,433,000 »
1895	9,090,076,000 »
1910	11,534,213,000 »
1929	16,000,000,000 »
1939	11,000,000,000 »

Il est important de souligner qu'en temps normal, et notamment en 1939, la production agricole fournissait 80 % en valeur des produits alimentaires nécessaires à l'alimentation du pays. Dans plusieurs secteurs, et notamment dans celui de la production laitière, de viande et d'œufs, ce pourcentage était tout près de 100 %. Evidemment, cette production d'aliments destinés directement à la consommation humaine, n'était possible que grâce à l'importation de quantités très importantes de céréales fourragères, de tourteaux et d'autres aliments pour le bétail. Le poids total de ces importations était de l'ordre de 2,000,000 de tonnes. Par contre, l'agriculture belge exportait, en temps normal, des quantités appréciables de produits spécialisés, tels que du witloof, des cossettes de chicorée, des raisins, des chevaux, etc.

En 1937, au moment où l'on examinait la possibilité de réaliser un accord économique avec la France, M. Mullie a pu déclarer que 16,000 chevaux étaient partis en France. Il en fut à peu près de même en 1938. Nous n'avons pas les références pour 1939.

L'agriculture belge était donc essentiellement une activité de transformation, qui donnait lieu à un commerce extérieur intense.

* * *

Il est intéressant de comparer la valeur de la production agricole avec celle de certaines branches de la production industrielle.

Le tableau ci-après indique la valeur de la production totale, en 1939, pour le charbon, l'ensemble des produits sidérurgiques et quelques autres activités industrielles :

Valeur de la production de quelques branches industrielles.

(Valeur en 1,000 francs.)

Charbon.	4,476,600
Fonte	1,744,000
Acier.	2,181,000
Pièces moulées.	206,000
Zinc brut	373,750
<i>Produits sidérurgiques</i>	<i>4,504,750</i>
Sous-produits des cokeries	490,000
Produits des carrières.	496,800
Filés de coton	856,768

Il résulte de la comparaison de ces données que la valeur totale de la production bovine (lait et viande) *est sensiblement égale, à celle du charbon ou de l'industrie sidérurgique.*

La production de la volaille, en 1939, équivalait sensiblement à celle de la viande.

Ces quelques données permettent d'apprécier, à sa juste valeur, l'importance économique de la production agricole.

On peut y ajouter que l'importance sociale de l'agriculture est tout aussi grande. En effet, la superficie agricole totale, qui est de 1,900,000 hectares environ, est répartie entre 320,000 exploitants. L'étendue moyenne des exploitations est donc d'environ 6 hectares.

L'agriculture belge compte environ 660,000 travailleurs permanents, soit 17 % de la population active du pays.

L'EXAMEN DU BUDGET.

La Commission s'est livrée à un examen attentif des inscriptions budgétaires. Assurément, les quelque 140 millions que l'Etat se propose de consacrer à l'administration de ce département ne sont pas seuls à déterminer l'orientation de la politique agricole, ni à favoriser l'agriculture et à servir l'économie générale du Pays.

Cependant, certaines affectations de Crédits méritaient de retenir notre attention, comme d'autres ont besoin d'explications.

Le Service de l'Elevage. — Par exemple, il apparaît étrange que le crédit prévu pour le Service de l'Elevage soit en diminution de 3 millions de francs, alors que le Département avait proposé préalablement que le crédit fût porté à 15 millions de francs, c'est-à-dire en augmentation de 6 millions de francs, sur celui de 1945.

C'est l'Inspection des Finances qui a exigé que le Crédit fût ramené à 6 millions, en invoquant que celui prévu pour 1945, n'avait été épuisé qu'à concurrence de fr. 4,985,922-37.

Le Service de l'Elevage n'a opéré de prélèvements qu'en raison des réelles nécessités. Il n'empêche qu'il est permis d'observer que, dans ces conditions, ce poste du budget manque d'élasticité et l'on peut regretter que, le cas échéant, l'Administration soit tenue de recourir à une modification budgétaire, ce qui n'est nullement désirable.

Dans le principe — est-il besoin de le rappeler? — le budget ne constitue pas une obligation de dépenses, mais une nomenclature de prévisions, qui ne doivent pas nécessairement inciter à des dépenses peu justifiables.

Le génie rural. — Ici, c'est le phénomène contraire qui se produit. Alors que le Crédit qui fut nécessaire, en 1944, était de l'import de 2,500,000 francs et est passé à 3 millions en 1945, il se trouve être, actuellement, de 9,400,000 francs.

D'où provient cette augmentation considérable?

Du fait que le Ministre, avec infiniment de raison, veut inciter les producteurs à améliorer, au maximum, leurs installations et ce, dans un but d'hygiène et de prophylaxie.

On ne peut que l'en louer. Mais cette amélioration des étables — le terme pris dans son sens générique — ne peut se faire qu'avec des matériaux qui coûtent fort cher et dont l'emploi, pour peu qu'il se fasse avec quelque intensité — celle que nécessite la situation actuelle de nombreuses fermes — demandera beaucoup d'argent.

Il s'agit aussi, de favoriser la construction de silos et de séchoirs qui permettraient la conservation rationnelle des fourrages et des pulpes.

Point n'est besoin d'insister sur les buts à atteindre, qui ont reçu l'approbation unanime de la Commission. Il serait souhaitable, toutefois, que le principe de l'octroi de subsides soit mieux connu et que les agronomes de l'Etat s'attachassent davantage encore qu'ils ne l'ont fait jusqu'ici, à le faire connaître.

L'Office National du Lait. — Au budget de 1945, était inscrit un crédit de 2,000,000 de francs. Il est ramené à 1,000,000 de francs. Alors que l'on vient, à juste titre, de donner à cet organisme une mission des plus importantes à remplir, il est étonnant que le service du Ministère ait consenti à supprimer de moitié le crédit antérieurement prévu. Il donne comme explication que l'Office du Lait étant un organisme parastatal, il doit vivre de ses propres ressources. Il fonctionne en dehors du cadre administratif, mais est soumis au contrôle du Ministre.

Peut-être a-t-on raison de soutenir que, dans ces conditions, l'Office du Lait sera plus efficient que s'il constituait une administration de plus du Ministère de l'Agriculture. Son fonctionnement, dit-on, se fera avec plus de souplesse. Je souhaite qu'à l'expérience ce fait soit démontré, mais j'en doute.

Le crédit est nécessaire pour assurer la mise en marche de l'organisme.

La Station laitière de Gembloux. — On éprouve quelque étonnement de ne pas trouver d'inscription au budget, en faveur de la Station laitière de Gembloux. La Station laitière reste une parente pauvre. Le personnel qui y est attaché n'est pas nommé. Il n'est pas repris dans le cadre régulier de l'Administration.

Il assume un travail et une responsabilité, pour une rémunération qui ne répond nullement aux services qu'il rend.

Eu égard à l'importance qu'est appelée à prendre dans l'intérêt de l'économie générale, l'industrie du lait, il serait hautement désirable qu'il fût mis fin à cette situation qui dure depuis trois ans.

Une laiterie expérimentale a été établie à Gand. Pourquoi la même initiative, amplement justifiée, ne trouve-t-elle pas son application dans le sud du pays, à Gembloux, qui est tout indiquée ?

La fabrication du fromage. — Les laiteries ont investi de gros capitaux pour l'installation de fromageries.

La fabrication de Gouda est rentable et constitue un appoint appréciable. Sa qualité est satisfaisante; le public ne s'en plaint pas.

La suppression de la fabrication du fromage rendrait plus difficile l'écoulement du petit lait. Or, celui-ci devient invendable, surtout sous forme de caillebotte. Celle-ci se vend à un prix de moitié moindre que celui fixé.

En atteignant la laiterie, on atteint également le fermier, surtout le fermier des laiteries coopératives, car la diminution de rentabilité entraîne une diminution de ristournes et mettra la laiterie, sitôt la liberté rétablie, dans l'impossibilité d'accorder le prix maximum pour le lait et empêchera les laiteries d'améliorer leurs installations.

Il faut aider les laiteries qui se sont équipées et sont sorties de la routine. La période intermédiaire actuelle est très intéressante pour tenter des essais.

Il n'existe aucun plan de mobilisation et de consommation de la caillebotte, alors que la production de lait s'avère croissante et dépassera celle de l'année dernière.

Les laits acides doivent, actuellement, être jetés à l'égout.

En résumé, en interdisant la fabrication du fromage, on lâcherait des devises, pour importer ce que nous pouvons fabriquer chez nous.

L'électrification des écarts. — Le crédit est augmenté de 50,000 francs seulement. De 950,000 francs, il est porté à 1,000,000 de francs. On peut se demander si c'est par ironie que l'Administration a proposé cette dérisoire augmentation. En l'occurrence, on peut dire que c'est une paille, eu égard aux besoins existants.

Le crédit, pour répondre à ceux-ci, devrait être vingt fois plus élevé, car, que peut-on réaliser, en matière d'installations électriques, avec 1 million de francs ? Si l'on devait ne jamais disposer que de si minimes ressources, il faudrait un demi-siècle pour remplir, ne fût-ce qu'une partie du programme qui est à réaliser.

Qu'on en juge par les indications que voici :

Nombre de fermes restant à électrifier :

Province.	Nombre de fermes.	
Anvers	2,702	
Liège	465	
Limbourg	250	
Flandre Orientale	1,594	(aucune ferme de plus de 30 hectares).
Flandre Occidentale	8,165	
Brabant	938	(dont 704 fermes possédant 2,285 hectares).
Luxembourg	408	(dont 19 fermes possédant 1,229 hectares).
Namur	409	
Hainaut	293	(dont 93 fermes possédant 1,496 hectares).
Au total :	15,130 fermes.	

Le prix de l'électricité. — Etant de ceux qui considèrent que l'électricité est appelée à révolutionner — pacifiquement s'entend — les campagnes et à y apporter du bien-être, en allégeant considérablement la tâche des producteurs, par l'utilisation des engins mécaniques, nous disons qu'il est déplorable, qu'il faille encore payer de si hauts prix pour se la procurer.

On s'explique mal qu'une ferme située en Flandre puisse se procurer le courant électrique à moins d'un franc cinquante le kilowatt, tandis que dans le Hainaut, il coûte généralement 3 francs et, dans le Luxembourg, 4.50 à 5 fr. !

L'électricité devrait ne pas coûter plus cher à la campagne qu'à la ville.

Pour cela, estiment plusieurs membres, il faudrait que son exploitation fût placée sous le contrôle direct de la nation.

La même remarque peut être faite en ce qui concerne les distributions d'eau. Du point de vue hygiène et salubrité, le cultivateur a aussi le plus grand intérêt à pouvoir consommer de l'eau potable et à procurer à ses animaux une eau abondante et salubre.

Conseillers agricoles. — Nous disposons d'un seul conseiller agricole établi à Londres. Il vient d'accéder aux fonctions de consul général à Chicago, si bien que le poste est dépourvu de titulaire. La Commission a exprimé le vœu qu'il y soit pourvu sans retard par l'envoi d'un ingénieur agronome et non par un diplomate de carrière.

Elle souligne que le Gouvernement a décidé à ne pas s'en tenir à cette seule désignation.

Le pays a l'intérêt le plus évident à ce que soient développés nos marchés agricoles à l'étranger. Et ce n'est pas seulement à Londres, mais à Paris, à Washington, à Genève, à La Haye, à Copenhague et, si possible, à Moscou — ailleurs encore — qu'il s'agit, en vue d'assurer à nos exportations le maximum de débouchés, que la Belgique agricole soit honorablement représentée.

L'élevage du cheval de course. — Le subside accordé aux sociétés qui s'occupent de l'élevage des chevaux de luxe, qui était de 2,000,000 de francs en

1945, est ramené à 1,000,000 de francs pour 1946. D'aucuns membres pensent que c'est encore beaucoup trop et que le crédit devrait être supprimé.

Le service compétent du Ministère justifie l'inscription de ce crédit de la manière suivante :

« Le montant de ce crédit a été prévu dès le début de l'octroi de ces subsides. Chaque année, les sociétés intéressées insistent pour les recevoir. D'ailleurs, les recettes au profit de l'Etat (taxes sur les entrées aux champs de course) compensent largement le montant de ce crédit. »

Dès lors, puisque l'Administration des Finances y trouve son compte, c'est elle, n'est-il pas vrai, qui devrait ristourner aux richissimes éleveurs de chevaux de course ce, qu'en vérité, elle tient pour un trop-perçu.

Ce faisant, la bonne logique ne perdrait pas ses droits.

L'Institut de Crédit agricole. — A la demande de renseignements de votre rapporteur sur le fonctionnement de l'Institut de Crédit agricole, il a été répondu :

« Le personnel du siège social de l'Institut, 65, rue Montagne-aux-Herbes-Potagères, compte actuellement 62 agents.

» Ce personnel est encore insuffisant et les agents sont astreints à de nombreuses prestations supplémentaires.

» Outre les prêts agricoles dont le volume est devenu très important et ne cesse encore de s'accroître, l'Institut est également habilité à consentir des prêts aux sinistrés de guerre et est chargé de la trésorerie de l'Office Commercial du Ravitaillement.

» L'Institut n'a pas de rôles linguistiques. Les dispositions légales en vigueur n'obligent pas la direction à créer des rôles linguistiques.

» Le Conseil d'administration se compose de deux administrateurs d'expression flamande et de cinq administrateurs d'expression française.

» Le Collège des Reviseurs comprend deux reviseurs d'expression française et un reviseur d'expression flamande.

» Quant au personnel, il comprend 15 agents d'expression française, 19 bilingues d'expression française, 24 bilingues d'expression flamande et 3 agents d'expression flamande.

» En ce qui concerne l'organisation dans la province du Hainaut, nous n'avons pas instauré à proprement parler une direction provinciale, mais plutôt un bureau provincial. La tâche principale confiée à ce bureau consiste à centraliser les demandes, ainsi que les rapports des sous-agents, dans le but de faciliter les travaux du siège social. Nous avons à choisir entre trois agents, parmi lesquels un fixé à Charleroi, l'autre à Mons et le troisième à Chièvres. »

* * *

Prêts à accorder par l'Institut de Crédit Agricole. — Il m'est apparu que le plafond de 15,000 francs de revenu cadastral fixé pour l'octroi des prêts par l'I.C.A. devait nécessairement être relevé. Consultés, les services du Ministère ont estimé qu'il conviendrait, en effet, de porter le plafond à au moins 40,000 fr.

Les Comices agricoles, reboisement, pisciculture, etc. — Ces questions ont été examinées dans le rapport de la Chambre et au cours de la discussion publique du budget.

Ces questions n'ayant pas retenu l'attention des membres de la Commission, je ne crois pas nécessaire de m'en occuper à nouveau, ici, me réservant, au cours de la discussion en séance publique du Sénat, d'intervenir s'il y échet.

L'Administration des Eaux et Forêts, qui ne témoigne pas d'un excès de prévoyance, a accepté qu'il fût prévu pour les uniformes des gardes, exactement la même somme que l'an dernier.

Pour elle, le prix des tissus et le coût de la main-d'œuvre, dans la confection, semblent être inchangeables.

Il est vrai qu'il restera toujours au Ministre le recours à cette méthode de mauvaise administration, celui de proposer une modification budgétaire.

* * *

Transport de correspondances. — La redevance à payer pour le transport des correspondances, passe de 356,843 francs à 1,197,337 francs, qui est le montant de la note soumise au Département par l'Administration des Postes. Il faut y comprendre une réclamation fondée sur le fait que la C.N.A.A., si cordialement détestée, n'a pas payé ses redevances durant l'occupation et qu'il appartient, paraît-il, au Ministère de l'Agriculture d'en supporter la charge.

La protection de nos bois. — Il est indéniable que le bois manque en Belgique, l'ennemi en ayant pris beaucoup et l'importation à laquelle il vaudrait mieux ne pas recourir, n'ayant pas repris son importance d'avant guerre.

Il est cependant regrettable, du point de vue sanitaire, aussi bien que du côté esthétique, que le Gouvernement permette le déboisement de domaines comptant des centaines d'hectares.

Il devrait être mis fin à cette dévastation.

C'est l'Allemagne — qui en possède beaucoup — qui devrait nous procurer des bois de mine et d'autres, nécessaires pour la restauration nationale.

Les champs d'aviation. — La Commission est unanime à réclamer le retour à l'exploitation agricole, des vastes terrains qui furent convertis en champs d'aviation et paraissent avoir perdu leur destination première.

Il y a un intérêt certain pour le pays à remettre en culture tous ces terrains, aujourd'hui, pour ainsi dire, désaffectés.

La question a été longuement examinée par la Commission qui s'est prononcée unanimement dans ce sens.

La question des exemptions. — Elle ne peut être réglée partiellement. Il n'est pas possible de créer une classe de privilégiés dans la nation. Certes, il est des cas où, dans l'agriculture, comme dans l'industrie et le commerce, il convient de donner des facilités aux jeunes gens.

Mais cela doit se faire dans des conditions qui garantissent l'intérêt du pays et ne soient pas une source de favoritisme. L'arbitraire et le favoritisme doivent être écartés des obligations auxquelles les Belges sont tenus du point de vue militaire.

La loi de milice actuelle prévoit d'ailleurs des cas d'exemption que les miliciens sont appelés à faire valoir, à l'occasion de leur comparution devant les Conseils de recrutement. Sans doute, l'organisation militaire actuelle laisse-t-elle

à désirer. Mais sa modification relève du Parlement et ce n'est surtout pas à l'occasion de la discussion du budget de l'Agriculture qu'elle peut être envisagée.

Nous y faisons mention pour répondre à une initiative parlementaire récente et à des observations qui furent présentées à la Commission. Certains membres estiment que des exemptions ne devraient être prévues, en ce qui concerne l'agriculture, que pour les jeunes gens qui lui sont tout à fait indispensables.

La mobilisation de la récolte. — Quel que soit l'ardent désir de tous d'abandonner ces méthodes de contrainte, nous devons admettre qu'il y soit encore recouru cette année.

La situation mondiale, en fait de vivres, est si grave, semble-t-il, qu'il s'impose, qu'au maximum, nous comptons sur toute notre production de céréales, de pommes de terre, de betteraves sucrières, etc.

La Commission aurait voulu que la mobilisation se limitât au froment, au seigle et aux betteraves sucrières. Le Gouvernement en ayant jugé autrement et ayant pris un arrêté décrétant éventuellement la mobilisation totale et des céréales et des pommes de terre et des betteraves, voire même des chicorées à café, il ne nous reste qu'à lui demander de prendre telles dispositions qui mettent le cultivateur à même de remplir ses obligations dans des conditions rentables pour le producteur. *Il ne servirait à rien, en effet, d'avoir des exigences dépassant les normes de production.*

Battage des céréales. — Votre rapporteur appuie les considérations qui ont été émises par plusieurs membres au sujet du battage des céréales.

L'an dernier, le Gouvernement a trop tardé à prendre une décision à ce sujet. Il convient qu'une mesure soit prise — au plus tôt — qui sauvegarde les intérêts des uns et des autres.

Il est souhaitable que les batteurs, une fois le prix du battage établi, ne puissent plus surfaire les prix et formuler des exigences inconsidérées.

Quant à l'enlèvement des céréales, étant donnée l'urgence qu'il y aura à approvisionner les moulins, il est peut-être vain de parler, en ce moment, d'une prime de conservation. Cependant, la question peut être envisagée. L'octroi d'une telle prime aurait pour résultat de compenser la perte de poids et celle qui résulte de la conservation, dans les greniers, du produit de la récolte.

En définitive, il faut bien se rendre compte que le froment et le seigle indigènes ne seront pas entièrement absorbés dès les premiers mois par la meunerie, *ces céréales n'étant incorporées que partiellement dans la mouture.*

Au reste, la leçon qui se dégage, à l'heure actuelle, d'un retour trop rapide à la liberté, ne manquera pas d'inciter le Gouvernement à témoigner d'une extrême prudence, car ce qui était imprévisible l'an dernier, peut et doit être prévu cette année.

Cette fois, nos Ministres ont des raisons majeures de s'inspirer du fabuliste.

La question des engrais. — Il n'est pas trop tard pour émettre une opinion au sujet des engrais, bien que la question ait été débattue au cours d'interpellations qui ont retenu l'attention du Sénat.

Le Gouvernement peut et doit avoir une politique des engrais, de manière à permettre aux producteurs de s'en procurer autant qu'ils le désirent et aux meilleurs prix. Le Gouvernement ne peut ignorer quel rôle cet élément joue

dans la production et dans l'établissement du prix de revient. Il lui incombe de s'attacher à interdire le commerce irrégulier de cette matière et à ne pas permettre la pratique d'une politique des trusts.

Le marché de la viande. — La production de la viande doit, de l'avis de la Commission, être poussée au maximum si l'on veut que les besoins soient, en partie notable, satisfaits par le marché intérieur.

La politique suivie, au sujet de la viande porcine et les résultats favorables obtenus, semblaient permettre le retour à la vente libre, aux prix légaux, bien entendu. C'eût été un bien pour le consommateur, autant que pour le producteur. Toutefois, ainsi qu'on le verra plus loin, à la suite de réunions tenues par les Commissions réunies de la Chambre et du Sénat, auxquelles les honorables Ministres du Ravitaillement et de l'Agriculture assistaient, il n'a été possible d'accepter qu'une sorte de *modus vivendi*, qui détermine les conditions dans lesquelles s'exercera, jusqu'à nouvel ordre, le marché de la viande. En voici les grandes lignes :

« *La ration de viande fraîche* sera portée à 50 grammes par jour et par personne.

» L'Office Commercial du Ravitaillement achètera, aux prix officiels, la viande excédentaire de porc qui se trouvera sur le marché. Les éleveurs en seront informés.

» Le Ministre du Ravitaillement prendra ses dispositions pour garder en frigos, le maximum de viande abattue.

» La vente de viande de mouton et de chèvre sera libre. »

La Commission a pris acte des bonnes intentions de l'honorable Ministre, dont elle ne sous-évalue pas les difficultés résultant de l'après-guerre. Elle reconnaît sa bonne volonté et regrette que les circonstances ne lui permettent pas toujours de défendre un programme qui donnerait pleine satisfaction aux producteurs.

La Commission souligne l'initiative qu'il a prise de déposer devant le Parlement un projet de loi sur le bail à ferme réclamé depuis longtemps par les occupants et ceux qui ont le souci d'assurer leur sécurité.

La Commission de l'Agriculture de la Chambre des Représentants, qui vient de voter, à l'unanimité de ses membres, le projet de loi déposé par le Ministre ainsi que les amendements, a fait œuvre hardie et sage. Certains membres sont d'avis que ce n'est pas encore la réforme profonde qu'attendent ceux qui travaillent la terre sans la posséder, mais que c'est une étape et la marque d'une évolution qui vaut d'être soulignée.

Le budget a été voté par 10 voix contre 9 et une abstention.

Le rapport a été admis à l'unanimité.

Le Rapporteur,
J. BOUILLY.

Le Président,
G. MULLIE.

ANNEXE

DISCUSSION GÉNÉRALE.

Un membre exprime le vœu que soit développée l'industrie fromagère, au sujet de laquelle d'heureuses initiatives ont été prises, ces temps derniers, par nombre de laiteries.

Le Gouvernement, dit-il, ne paraît pas suffisamment disposé à encourager cette industrie agricole, susceptible de valoriser les dérivés du lait.

* * *

LES INGÉNIEURS AGRONOMES. — *Un membre* s'occupe du rôle des ingénieurs agronomes. Il considère que ceux-ci n'exercent pas leurs fonctions en ce qui concerne l'usage des engrais et la nécessité de drainer les terres humides.

Le Gouvernement devrait prendre telles dispositions qui mettent l'homme de science, plus en contact avec celui de la terre.

Le même membre réclame la protection du fermier locataire, lequel, dit-il, a besoin de plus de sécurité.

LA MÉVENTE DES VEAUX. — *Un membre* constate qu'il y a une mévente des veaux dans sa région. Ceux-ci sont vendus, dit-il, à raison de 7 à 8 francs le kilo.

LES CHAMPS D'AVIATION. — *Un membre* s'élève contre la non-remise en culture des terrains désaffectés du champ d'aviation de Gosselies.

La Commission fait siennes ces observations et exprime le vœu de voir le Gouvernement veiller au rétablissement d'autres champs d'aviation, en partie ou totalement désaffectés.

LE PRIX DE LA VIANDE. — La Commission fait également siennes, les observations présentées par l'un de ses membres, relativement au prix de la viande sur pied. Ce prix est trop bas, *comparé au prix de vente dans les boucheries.*

Un autre membre se plaint d'un état qu'il qualifie d'anarchique, qui existerait dans ce domaine. Il regrette que l'avis émis par la Commission consultative n'ait pas été suivi et que le département du Ravitaillement ait procédé à des saisies. La mesure prise, dit-il, manque d'équité. Selon lui, les bonnes bêtes devraient être vendues à un prix supérieur à 15 francs le kilog. sur pied.

On fait cette constatation regrettable : des cultivateurs amènent du bétail au marché et ne peuvent le vendre, à cause des prix insuffisants qui leur sont offerts. Il en résulte pour eux des frais inutiles de déplacement.

L'EXEMPTION DES FILS DE CULTIVATEURS. — Plusieurs membres s'occupent de la mobilisation des fils de cultivateurs, appartenant aux classes antérieures à 1945. Les demandes d'exemption des uns sont agréées, tandis que celles d'autres, qui se trouvent dans les mêmes conditions que les premiers, sont refusées.

La Commission militaire *ad hoc* procure aux parlementaires qui s'informent auprès du Ministre, des réponses contradictoires.

Les conditions mises à l'octroi des exemptions devraient être diffusées.

LA RARÉFACTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE. — *Un membre* constate combien la main-d'œuvre agricole se raréfie. La rémunération de celle qui est employée a une répercussion sensible sur le prix de revient. Il défend l'idée de voir se constituer des organismes de solidarité, pour la défense des intérêts des agriculteurs.

LA VENTE DES PRIMEURS. — *Un membre* demande que des dispositions soient prises en vue de permettre aux consommateurs de distinguer les tomates importées de celles qui sont cultivées dans le pays.

Le même membre signale que des légumes venant de Hollande sont vendus à un prix inférieur à celui du prix de revient de nos maraîchers. Il se demande si cela n'est pas dû à l'accord belgo-hollandais, ou si ces prix ne sont que le résultat d'un dumping.

LA VIANDE DE PORC. — *Plusieurs membres* s'occupent de la production de la viande de porc, qu'ils disent abondante et être vendue aux consommateurs à un prix trop élevé, dans le commerce irrégulier. Ils réclament la vente libre de cette production, dans l'intérêt du consommateur, aussi bien que dans celui des éleveurs.

Un membre fait observer qu'il y a un décalage trop grand entre le prix de la viande de porc importée et celui de la viande produite dans le pays.

La Commission émet un avis unanime tendant à rendre libre la vente de la viande de porc.

LA VIANDE BOVINE. — *Plusieurs membres* réclament le retour à la liberté en ce qui concerne la vente de la viande bovine.

Ils font valoir que les réserves de viandes importées sont suffisantes et que la production indigène s'améliore considérablement.

Après discussion, il est décidé d'attendre quelque temps encore, avant qu'une telle demande soit formulée, au nom de la Commission.

* * *

Au cours d'une réunion à laquelle assistait M. le Ministre Lefebvre, la Commission s'est occupée du marché de la viande.

M. le Président Mullie a fait un exposé de l'état de la question. Il a confirmé que la viande de porc est abondante et indiqué que, « sur certains marchés, les prix des porcelets furent sensiblement les mêmes, au kilogramme, que ceux des porcs gras. Au marché d'Hannut, les porcelets et les porcs gras ont été vendus de 20 à 25 francs le kilogr., tandis qu'au marché d'Ypres, les porcelets cotaient 15 à 20 francs le kilogr. et les porcs gras de 20 à 25 francs. Les offres dépassèrent les demandes. Il y eut beaucoup d'invendus et les éleveurs durent ramener leurs animaux, d'où pertes de tous genres ».

« Eu égard au prix officiel fixé à 27 francs le kilogr., on peut aisément conclure qu'en ce moment, il y a pléthore de viande de porc. »

Des membres ont fait observer qu'à différents marchés, le bétail est resté invendu. Il a été offert à l'Office Commercial du Ravitaillement. La Direction de celui-ci a déclaré n'être plus en mesure d'acheter de la viande sur pied.

M. le Ministre a reconnu que les offres de viande indigène dépassaient la capacité d'absorption des consommateurs, compte tenu du nombre de « points » dont ils disposent. Les ministres intéressés se sont mis d'accord, a-t-il dit, « pour que les services du Ravitaillement se rendent acheteurs de toute la viande qui se trouverait sur le marché afin que les producteurs puissent évacuer leur production ».

Il conviendrait d'établir, ajoute *M. Lefebvre*, « quelle est la production actuelle et de l'adapter à un rationnement déterminé. La démonstration est faite que tous les timbres ne sont pas honorés ».

Un membre a observé que, puisqu'il y a une production excédentaire de viande de porc, la vente de celle-ci devrait provisoirement être rendue libre, *quant à la quantité, mais en maintenant les prix fixés.*

De nombreux membres ont appuyé cette manière de voir.

L'opinion qui prévaut, ont-ils dit, est qu'il y a un trop grand écart, entre le prix payé aux producteurs *et celui que paie le consommateur.*

Ils ont ajouté : « Les producteurs n'obtenant pas un prix rémunérateur, arrêteront bientôt leur production. Des éleveurs vendent déjà en dessous du prix de revient. »

Un membre a constaté que la viande en boîtes est délaissée, de même que la viande importée. Le Ministre a indiqué que tous les « bons de crédit » *doivent être réalisés par une fourniture de viande.* « La décision en est prise ».

En présence de l'importance de la question, il avait été décidé de demander aux honorables Ministres du Ravitaillement et de l'Agriculture de vouloir bien assister à une réunion commune des quatre Commissions parlementaires.

M. le Président Mullie avait été chargé de prendre ses dispositions en accord avec les honorables présidents de nos deux assemblées.

Cette réunion a été tenue le mardi 28 mai.

MM. Lallemand et Lefebvre étaient présents. Après un long examen de la question, un accord s'est établi sur les points indiqués dans nos considérations générales.

LA CULTURE DES POMMES DE TERRE. — *Un membre* estime qu'il y a lieu de créer, chez les producteurs de pommes de terre, notamment, ce qu'il appelle « une atmosphère de loyauté ».

Lorsque le producteur, dit-il, a fait face à ses obligations, il conviendrait de ne plus insister auprès de lui et de ne pas exiger les fournitures d'excédents.

Dès ores, il conviendrait de le fixer sur la mobilisation de la récolte prochaine et de lui indiquer quelles seront les exigences du département.

LA MOBILISATION DE LA RÉCOLTE. — S'occupant de la mobilisation de la récolte, la Commission, après examen, émet l'avis qu'il ne conviendrait de mobiliser que les céréales *panifiables, les pommes de terre et les betteraves sucrières.*

Concernant spécialement les céréales, elle émet également l'avis que le Ministre de l'Agriculture *fixe les rendements moyens régionaux* sur lesquels il y aurait lieu de prévoir une livraison de 75 %.

Un membre voudrait qu'une prime, dite de conservation, fût accordée au cultivateur dans le cas où le Gouvernement demanderait à celui-ci d'espacer ses livraisons.

La Commission est d'avis qu'il y a lieu de fixer le prix des produits de la ferme, de telle manière que le producteur soit légitimement rémunéré de son travail et encouragé à produire.

LE PRIX DU BATTAGE. — *Un membre* soulève la question relative aux prix à fixer pour le battage. Il se plaint que des prix excessifs soient réclamés par les batteurs.

Un autre membre s'élève contre les exigences des batteurs, quant à la livraison, à titre gracieux, d'une certaine quantité de froment.

Un autre encore préconise le recours à des sociétés coopératives pour cette même entreprise.

LE PRIX DES CÉRÉALES ET LES TRAVAUX AGRICOLES. — *Un membre* émet le vœu que le prix des céréales soit fixé, assez longtemps avant la rentrée de la récolte.

Un autre voudrait voir le Gouvernement réglementer les conditions d'engagement et de rémunération de la main-d'œuvre saisonnière, de manière à éviter les abandons de travail et les abus.

Il réclame une contrainte légale pour la main-d'œuvre, aussi bien que pour le producteur, de tenir les engagements pris au sujet du travail accompli et de sa rémunération.

CONGÉS SAISONNIERS ET SÉCURITÉ SOCIALE. — *Un membre* plaide en faveur des congés saisonniers pour les jeunes agriculteurs sous les armes.

Un autre voudrait voir le Gouvernement s'occuper de donner un statut à la main-d'œuvre.

Plusieurs autres, enfin, sollicitent, en faveur de celle-ci, le bénéfice de la sécurité sociale et l'octroi de bons de rééquipement ménager.

* * *

EXAMEN DES ARTICLES.

Un membre demande que soit attirée la sérieuse attention du Ministre sur la situation des laboratoires de l'Etat, lesquels manquent d'outillage et de personnel.

La Commission se range unanimement à cet avis.

* * *

Un membre émet le vœu qu'à l'avenir, le budget comporte un tableau synoptique indiquant quels sont les crédits demandés, les dépenses engagées et quels sont les crédits épuisés. Le Département de l'Agriculture devrait s'inspirer, pour exécuter le travail, de ce qui a été fait pour le budget des Finances, à l'initiative de notre collègue M. Doutrepoint.

La Commission fait siennes ces observations.

* * *

Un membre ayant exprimé le désir de connaître quel est : 1^o le nombre d'écoles où l'on enseigne l'agriculture et l'horticulture; 2^o quel est le nombre d'élèves que compte chacune d'elles; 3^o combien de séances sont tenues par an, par les cours ambulants, nous avons posé la question au Département qui a répondu :

1^o Nombre d'écoles d'agriculture fonctionnant aux frais de l'Etat : une à Huy;

2^o Nombre d'écoles d'horticulture fonctionnant aux frais de l'Etat : deux, dont une à Vilvorde et une à Melle;

3^o Nombre d'élèves :

Ecole d'agriculture à Huy	87
Ecole d'horticulture à Vilvorde.	200
Ecole d'horticulture à Melle.	80

4^o Cours ambulants :

Il y a 18 écoles ambulantes qui donnent chacune 2 sessions de quatre mois. En plus, elles donnent des cours abrégés, allant de 8 jours à 3 semaines.

Les autres établissements d'enseignement agricole relèvent actuellement du Ministère de l'Instruction Publique (Office de l'Enseignement technique).

En ce qui concerne l'école de Huy, un *membre* fait observer que les bâtiments ayant été sinistrés, les cours se donnent dans des locaux mal appropriés où les règles d'hygiène et de salubrité sont loin d'être respectées. Il demande, et la Commission l'appuie, que des locaux convenables soient aménagés ou les anciens bâtiments restaurés.

* * *

Un membre insiste, en vue d'obtenir que le Service phytopathologique fonctionne davantage.

Nous avons, dit-il, le plus grand intérêt à éviter la contamination de nos plantations forestières.

* * *

La Commission examine la question relative à l'augmentation du nombre de conseillers agricoles. Elle se range à l'avis du rapporteur, à savoir qu'il conviendrait que nous fussions représentés dans les principaux pays dans lesquels le nôtre peut espérer trouver des débouchés agricoles, horticoles et pour nos produits maraîchers et fruitiers.

* * *

A une question posée au Ministre au sujet de la mobilisation des récoltes, celui-ci déclare que le Gouvernement ne compte mobiliser les céréales qu'en fonction des nécessités internationales.

(Depuis notre réunion, un arrêté du 25 mai a paru au *Moniteur* du 2 juin, prévoyant que tout producteur de froment, seigle, épeautre, méteil, orge,

escourgeon, avoine, légumes secs, pommes de terre, betteraves sucrières et chicorées à café, déclarés au recensement du 15 mai 1946, est comptable envers l'Etat de sa production de 1946.)

Un membre trouve insuffisante l'exportation en France des chevaux d'élevage. Il y a beaucoup de ce type de chevaux dans le pays et les prix en sont trop bas.

Au sujet du crédit prévu pour le *Jardin botanique*, *un membre* émet le vœu de voir la Commission se rendre à Meisse, et de visiter les nouvelles installations qui y sont créées.

La Commission se range à cet avis.

Des dispositions seront prises en conséquence.

Un membre signale que, dans les Ardennes, la circulation est fort difficile. à cause du nombre fort limité des moyens de transport.

Il demande que des dispositions soient prises pour permettre aux agents des services extérieurs de se déplacer plus aisément.

Ils doivent pouvoir remplir leur mission, en rapport avec leurs fonctions.

La Commission marque son accord sur cette suggestion.

Il en est de même sur une proposition de voir reparaitre régulièrement le *Bulletin de l'Agriculture*.

Un long échange de vues se produit relativement au Service des Eaux et Forêts, dont les services, a dit un membre, ne sont pas suffisamment coordonnés.

L'élagage des arbres le long des voies publiques s'est effectué dans de mauvaises conditions, de même que les plantations. Cependant, nous reconnaissons que l'initiative de ces mesures appartient au Ministère des Travaux Publics.

Dans le même ordre d'idées, *un membre* se plaint de l'insuffisance de contrôle de la part du service phytopathologique et prie qu'il soit demandé des renseignements sur l'importance de ce service.

Un membre s'inquiète de savoir si les subsides et subventions pour la lutte contre la tuberculose et autres maladies contagieuses sont suffisants et quelle est leur destination exacte.

Un membre défend un amendement tendant à porter au budget un crédit en vue de développer l'insémination artificielle.

La Commission admet que le crédit soit porté à 200,000 francs.

Plusieurs membres émettent le vœu de voir le Gouvernement organiser des conférences par des spécialistes et de répandre des publications, en vue de faire l'éducation des producteurs sur ces questions. Il y a lieu de vulgariser les notions connues sur la matière.

* * *

Un membre propose qu'il soit demandé des explications à M. le Ministre au sujet des livres parcours et en ce qui concerne le crédit en faveur des unions professionnelles.

* * *

La Commission fait toutes ses réserves au sujet de la diminution de 3 millions de francs au crédit prévu, le contrôle de la production laitière n'étant pas à même d'exercer complètement sa mission, les moyens lui faisant défaut.

* * *

Un membre voudrait savoir quelle est la superficie des terres incultes.

* * *

Un échange de vues se produit au sujet de l'Office du Lait, dont le fonctionnement ne donne pas satisfaction.

La Commission voudrait voir le Gouvernement intervenir en vue d'encourager les communes qui accepteraient de mettre des appareils pulvérisateurs d'arséniate de plomb à la disposition des cultivateurs. Ce serait un excellent moyen de lutte contre le doryphore.

* * *

MM. Ronvaux et Doutrepoint déposent un amendement tendant à voir inscrire un crédit de 500,000 francs pour permettre la création d'une laiterie-beurrerie expérimentale près la Station laitière de Gembloux.

La Commission se prononce unanimement en faveur de cet amendement.

Des questions ont été posées sur ces différents objets à l'honorable Ministre, qui a bien voulu nous faire les réponses que l'on trouvera ci-dessous :

Questions posées par la Commission de l'Agriculture.

1^o Inscriptions budgétaires relatives au service laitier, et notamment aux articles 56 et 58/5 et 10, litt. 2 du budget.

Réponse : Les inscriptions budgétaires relatives au service laitier et inscrites aux articles 56 (9-4), 58/5 (9-4) et 10 se rapportent au crédit prévu afin de couvrir les frais de voyage, frais de séjour, frais de téléphone, bureau, etc. du personnel du service laitier.

2° Quelles sont vos intentions au sujet de l'impression du *Bulletin de l'Agriculture* qu'elle désire voir paraître régulièrement ?

Réponse : Le Département s'occupe de cette question et fait tout le possible, pour faire paraître le *Bulletin de l'Agriculture* le plus tôt possible, après la réorganisation des cadres.

3° Le crédit de 25,000 francs suffira-t-il pour permettre au Conseil supérieur de l'Agriculture, de se réunir autant de fois qu'il est désirable. Ce crédit de 25,000 francs paraît insuffisant.

Réponse : Si l'on s'en tient aux quatre assemblées prévues par l'article 56 de l'arrêté royal du 15 septembre 1924, la dépense ne semble pas devoir dépasser de beaucoup le crédit de 25,000 francs prévu. Le montant de celui-ci pourrait être majoré de 5,000 francs.

Dans ces 30,000 francs ne figurent pas les frais de voyage pour assistance aux réunions des SECTIONS du Conseil. Ces séances, auxquelles participent une douzaine de membres, s'annoncent nombreuses en 1946. Si le Département intervient dans les frais de déplacements effectués à l'occasion des réunions de section dont il s'agit, le montant du crédit serait utilement porté à 50,000 fr.

Il est à noter que l'indemnité de séjour payée en 1945 était encore de 40 fr., que le montant de celle-ci sera probablement triplé et que les frais de parcours ont été majorés de 50 % depuis avril 1946.

4° Quel est le rôle exact du Service phytopathologique ? Par qui est exercé le contrôle des pépinières ? Quelle est l'importance de ce service ? Pourquoi le Service n'a-t-il pas pris des dispositions en vue de remédier à l'état de choses qui a existé, il n'y a pas longtemps (maladie) ?

Réponse : Le Service phytopathologique spécial a pour mission principale :

a) de faire les recherches et constatations nécessaires en vue de s'assurer que les plantes horticoles gardées ou cultivées sous verre ou autrement, plants de pépinières ou autres produits désignés, sont indemnes d'insectes nuisibles, d'animaux, cryptogames ou autres végétaux nuisibles aux cultures;

b) de surveiller l'apparition de maladies, de dégâts, etc., de suivre leur développement et de veiller à la stricte observance des dispositions de police phytosanitaire intérieure;

c) de veiller à l'application des mesures prises pour empêcher l'introduction dans le pays de maladies nouvelles, d'animaux nuisibles, etc., notamment de s'assurer que les envois de produits végétaux présentés à l'importation sont indemnes d'insectes, animaux, cryptogames ou autres végétaux nuisibles aux plantes;

d) de délivrer les certificats phytopathologiques exigés pour l'importation à l'étranger de plantes, parties de plantes ou produits déterminés;

e) d'éclairer l'Administration au sujet de l'état sanitaire des cultures et des envois de plantes;

f) d'aider à la lutte contre les maladies cryptogamiques et physiologiques et contre les ennemis animaux des plantes, en particulier par voie de conseils oraux et écrits, de conférences, de leçons, de publications, de démonstrations, etc.

g) de collaborer aux recherches sur les maladies ou dégâts aux plantes, de même qu'en matières de phytopharmacie.

Le contrôle sanitaire des pépinières est exercé sur demande des intéressés, par le personnel du Service phytopathologique spécial.

Ce Service comprend, en vertu de l'arrêté royal du 26 mars 1936 : un chef de service, quatre phytopathologues et un comptable.

Il comprend en outre, des experts-assistants, en nombre variable, selon les besoins de ce Service.

Des précisions seraient désirables pour répondre au dernier alinéa de la question.

- 5° Quel est votre programme au sujet de l'insémination des espèces bovines ?
 Accepterez-vous un amendement de 200,000 francs tendant à voir diffuser les idées favorables à ce procédé ?
 La Commission exprime le désir que vous lui communiquiez un rapport sur cette question ?

Réponse : a) Le Département s'efforce à créer des centres d'insémination au sein des syndicats d'élevages. Il encouragera également la création de nouveaux syndicats pour qu'ils puissent mettre en œuvre l'insémination des espèces bovines.

b) Un amendement de 200,000 francs sera accepté avec gratitude par le Service compétent en vue de propager ces idées;

c) Un bref rapport sera fait par le Service compétent.

- 6° A l'article 15 du budget (titres de transport), la Commission voudrait obtenir des détails.

Réponse : ART. 15. — Titres de transport : Coût des titres de transport.

I. — Elevage et Inspection vétérinaire	fr. 75,000 »
II. — Services Economiques	100,000 »
III. — Agriculture et Horticulture	450,000 »
IV. — Eaux et Forêts	275,000 »
Total pour l'article	fr. 900,000 »

- 7° Idem en ce qui concerne le crédit prévu pour les Unions professionnelles.

Réponse : Le crédit prévu pour les Unions professionnelles n'a pas été liquidé en 1945.

Les Unions professionnelles n'ont rien demandé jusqu'ici et un subside n'est pas accordé.

- 8° La Commission fait toutes ses réserves au sujet de la diminution de 3,000,000 de francs au crédit prévu à l'article 18-2, le contrôle et l'inspection de la production laitière n'étant pas suffisants.

Réponse : La diminution de 3,000,000 de francs a été suggérée par l'Inspection des Finances qui a justifié sa proposition en disant qu'il fallait d'abord régler le contrôle et l'inspection de la production laitière, avant de pouvoir inscrire un montant de 9,000,000 dans les prévisions budgétaires.

9^o ART. 18, littera 4. — La Commission voudrait savoir à qui est destiné le crédit de 140,000 francs prévu ?

Réponse : Comme le signale le développement du Budget, ce crédit, est prévu en faveur de la Ligue Nationale du Coin de Terre, qui a son siège à Bruxelles, comme intervention dans les frais généraux d'administration de cette œuvre.

10^o Quelle est actuellement la superficie des terres incultes ?

Réponse : Le recensement de 1929 donne une superficie de 124,251 hectares pour les terres incultes en Belgique.

11^o La Commission voudrait voir le Gouvernement subsidier les communes qui se procurent un appareil et de l'arséniate de plomb en vue de lutter contre le doryphore.

Réponse : La destruction du doryphore est obligatoire en vertu de l'arrêté du Régent en date du 6 mai 1946. (*Moniteur* du 18 mai 1946.)

Il ne convient dès lors pas de subsidier l'observance de cette disposition.

En vue cependant d'aider les intéressés à combattre le doryphore, le Gouvernement se propose de maintenir en 1946 l'octroi de subsides pour l'acquisition de l'appareillage nécessaire.

Dans ce cas, les communes tout comme les particuliers, pourront continuer à bénéficier de ces subsides.

12^o La Commission, à l'unanimité, a voté un amendement tendant à porter au budget un crédit de 500,000 francs en vue de créer à Gembloux auprès de la Station laitière, une laiterie-beurrerie-fromagerie expérimentale.

13^o Pourquoi la Station laitière de Gembloux n'est-elle pas mieux équipée ?

Réponse : Cet état de chose est dû principalement aux faits ci-après :

1^o Les crédits budgétaires mis à la disposition du Ministère de l'Agriculture pour le fonctionnement des Stations n'ont jamais permis d'installer rationnellement ces Services de Recherches et d'acquérir tout le matériel requis ;

2^o Jusqu'à présent l'insuffisance des barèmes des traitements des membres du personnel scientifique et l'exiguité du cadre n'a pas permis au Directeur de cette Station de s'entourer d'éléments stables et suffisamment nombreux.

A ces raisons inhérentes au budget des Stations, au barème des traitements et au cadre du personnel, s'ajoute une raison d'ordre administratif. Depuis 1933, époque où l'Administration de l'Enseignement agricole passa du Ministère de l'Agriculture à celui de l'Instruction publique (Office de l'Enseignement Technique), la Station laitière est en réalité installée dans les locaux de l'Institut agronomique où l'extension rationnelle de ses services n'est pas possible.

Jusqu'à présent, le Ministère de l'Agriculture n'a pas réussi à disposer du terrain de l'Etat de la ferme de l'Institut Agronomique sur lequel pourrait être installée une Station laitière moderne.

14^o La Commission voudrait savoir où en est la question de création d'un Institut antiaphteux.

Réponse : L'étude de cette question est poussée d'une manière très active par le Service vétérinaire du Département de l'Agriculture.

BUDGET DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE. — EXERCICE 1946.**I — DEPENSES ORDINAIRES**

Articles	Crédits inscrits	Dépenses effectuées	
		au 31 mars 1946	au 30 avril 1946
1	220,000.—	48,000.—	80,000.—
2-1	8,520,200.—	2,459,100.—	3,036,500.—
2-2	4,587,000.—	1,114,100.—	1,394,600.—
2-3	10,363,700.—	3,285,968.—	4,001,357.—
2-4	23,570,000.—	5,439,821.80	7,273,376.25
2-5	1,940,300.—	—	—
2-6	441,000.—	136,876.—	136,876.—
3-1	6,012,300.—	1,674,738.—	2,159,744.—
3-2	7,000,000.—	383,359.—	495,898.—
3-3	5,495,300.—	1,858,750.—	2,384,798.—
3-4	5,305,000.—	1,379,006.—	1,974,485.35
3-5	1,106,000.—	15,000.—	15,000.—
4	565,000.—	165,864.—	220,464.—
5	32,000.—	—	5,150.—
6-1	240,000.—	39,832.—	70,007.—
6-2	278,000.—	1,000.—	1,000.—
6-3	160,000.—	14,007.—	20,717.—
6-4	315,000.—	—	—
6-5	33,500.—	—	—
7	255,000.—	—	2,800.—
8-1	50,000.—	—	2,400.—
8-2	300,000.—	15,260.—	17,006.80
8-3	443,700.—	27,575.95	29,782.75
8-4	400,000.—	122,495.25	145,820.75
8-5	80,000.—	1,000.—	1,042.—
8-6	275,000.—	40,129.80	40,205.80

Articles	Crédits inscrits	Dépenses effectuées	
		au 31 mars 1946	au 30 avril 1946
9-1	250,000.—	10,000.—	10,092.80
9-2	450,000.—	15,250.75	26,497.12
9-3A	150,000.—	9,978.75	20,897.95
9-3B	300,000.—	42,284.05	45,364.80
9-4	820,000.—	55,000.—	57,301.50
9-5	1,565,000.—	195,674.85	327,120.10
9-6	50,000.—	1,000.—	1,000.—
9-7	375,000.—	35,461.80	48,241.50
10-1	320,000.—	—	—
10-2	165,000.—	—	—
10-3	282,000.—	—	—
10-4	200,000.—	—	—
10-5	200,000.—	—	—
11-1	230,500.—	29,610.35	35,502.85
11-2	175,000.—	19,836.—	19,863.—
11-3	365,000.—	106,424.05	143,902.45
11-4	100,000.—	14,661.—	14,739.40
11-5	30,000.—	3,450.50	3,450.50
12-1	100,000.—	—	—
12-2	45,000.—	—	—
12-3	3,000.—	—	—
13-1	630,000.—	74,964.65	85,531.05
13-2	1,366,000.—	5,382.90	105,795.55
13-3	2,000,000.—	57,119.35	134,463.77
13-4	1,100,000.—	—	70,625.42
13-5	355,000.—	20,366.55	29,021.90
14	870,000.—	—	—
15	900,000.—	74,265.50	132,860.—

Articles	Crédits inscrits	Dépenses effectuées	
		au 31 mars 1946	au 30 avril 1946
16	1,197,337. —	—	—
17	1,000,000. —	—	—
18-1A	3,000,000. —	—	—
18-1B	35,000. —	—	—
18-2A	6,000,000. —	—	18,553.40
18-2B	1,000,000. —	—	—
18-2C	35,000. —	—	—
18-3	90,000. —	1,080. —	1,080. —
18-4A	140,000. —	—	—
18-4B	70,000. —	—	—
18-5	50,000. —	—	—
19-1	9,400,000. —	—	—
19-2	250,000. —	—	—
19-3	—	—	—
19-4	10,000. —	—	—
19-5	1,070,000. —	—	—
19-6	150,000. —	—	—
19-7	1,000,000. —	—	—
19-8	1,000,000. —	—	—
19-9	—	—	—
20	22,000. —	—	—
21	50,000. —	—	—
22	150,000. —	—	5,250. —
23	5,935,000. —	1,400,000. —	1,910,476.40
24	300,000. —	—	—
25-1	12,000,000. —	21,570.95	227,511.05
25-2	300,000. —	20,000. —	20,000. —
26	2,000,000. —	116,743.03	182,187.73

Articles	Crédits inscrits	Dépenses effectuées	
		au 31 mars 1946	au 30 avril 1946
27	2,500,000.—	—	24,100.—
28	75,000.—	—	—
29	20,000.—	—	—
30	5,000.—	—	—
31	22,000.—	—	—
32-1	9,000.—	—	—
32-2	100,000.—	—	—

II — DEPENSES EXCEPTIONNELLES

33	4,500,000.—	122,623.—	392,966.05
33bis	—	2,626,216.—	2,667,255.—

III — DEPENSES RESULTANT DE LA GUERRE

34-1	100,000.—	29,458.—	39,277.—
34-2	500,000.—	46,500.—	56,700.—
34-3	100,000.—	—	—
34-4	700,000.—	—	—
34-5	1,250,000.—	—	—
35	38,770,000.—	10,000,000.—	15,000,000.—

IV — BUDGET EXTRAORDINAIRE

13 ancien	6,440,000.—	1,000,000.—	1,500,000.—
14 ancien	2,000,000.—	—	—

Le Gouvernement nous a fait parvenir en son temps la *note complémentaire* que voici :

II. — BUDGET POUR L'EXERCICE 1946.

1^o *Article* 18-2 A. (Unions Professionnelles.)

Crédit complémentaire : 750,000 francs.

Amendement déposé le 19 avril 1946.

2^o *Article* 29.

Crédit complémentaire : 380,000 francs.

Amendement déposé le 30 avril 1946.

3^o *Article* 18-6 (nouveau).

Part d'intervention dans les frais de fonctionnement de la F.A.O.

Crédit nouveau : 3,300,000 francs.

Amendement déposé le 17 mai 1946.

(Nr 53.)

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 6 JUNI 1946.

Verslag uit naam der Commissie van Landbouw, belast met het onderzoek van het wetsontwerp houdende de Begrotingen van het Ministerie van Landbouw voor de dienstjaren 1945 en 1946.

(Zie de nrs 4-X (zitting 1945-1946), 39 (buitengewone zitting 1946) en de Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers (vergaderingen van 16 April, 7, 8 en 15 Mei 1946.)

Aanwezig : de hh. MULLIE, voorzitter; BOULANGER, BLAVIER, CRAEYBECKX, DE BOODT, DE COENE, graaf DE LA BARRE D'ERQUELINNES, DEPOTTE, DESMEDT (René), DEVAUX, DHONDT, DOUTREPONT, ESTIENNE, HANS, LEURQUIN, NIHOUL, PETIT, RONVAUX, SOBRY en BOUILLY, verslaggever.

ALGEMEENE BESCHOUWINGEN

MEVROUWEN, MIJNE HEEREN,

Op den drempel van dit verslag hecht ik er aan hulde te brengen aan wijlen den h. Limage, die een uitstekend verslaggever was en gedurende tal van jaren zijn grondige kennis van mensen en zaken van den landbouw ten dienste van het land heeft gesteld. Zijn verslagen waren steeds modellen van klaarheid, documentatie en geleerdheid.

Niets van hetgeen den landbouw raakte bleef vreemd aan dezen practicus met een zeker en rechtschapen oordeel.

* * *

De landbouw, die een der voornaamste bedrijfstakken van het land is, verschaft arbeid aan honderdduizenden Belgen wier hard zwoegen het land verrijkt.

Omdat een zeker aantal landbouwers tijdens de bezetting en na de bevrijding hebben misbruik gemaakt van de omstandigheden, voortvloeiende uit den oorlog, en zich hebben verrijkt ten nadeele van de massa der verbruikers

die beroofd waren van het hoofdzakelijke, hebben sommigen de waarde van den arbeid der landbouwers en van zijn belang in nationaal opzicht verder blijven onderschatten.

Zij die aan hun plicht zijn tekort gekomen en hebben gespeculeerd op de ellende der tijden, zijn te veroordeelen. Ze zijn gelukkig uitzonderingen en zonder hen in het minst te willen verontschuldigen moeten wij vaststellen dat in al de kringen, in al de klassen van de samenleving deze uitzondering tot uiting is gekomen tot groot nadeel voor de openbare zedelijkheid.

Het is echter nog vroeg genoeg om te beweren dat, zoo sommige producenten zijn tekort gekomen aan hun verplichtingen, velen zich loyaal hebben gedragen.

In andere opzichten en in sommige streken is het bij de landbouwers dat men de krachtigste steunpilaren van den weerstand en de kostbaarste helpers in den strijd voor 's lands bevrijding heeft ontmoet.

De tusschenpersoon, die zich schuldig maakt aan afzetterij ten nadeele van onze bevolking op den verkoop der producten van de hoeve welke hem worden geleverd zonder dat hij den minsten arbeid heeft verstrekt, draagt veel meer schuld dan de producent. Het is naar hem en naar den parasitair woekeraar, die de prijzen opdrijft, dat de algemeene afkeuring moet gaan en het is tegen hem — vaak is het een beunhaas die aan den fiscus ontsnapt — dat de Staat moet opstaan voor zijn verdediging en voor die van den verbruiker.

In feite, welk gevoelen men ook koestert voor den landbouwer, moet men erkennen dat hij een der essentieele bestanddeelen van het nationaal leven is en dat het land zelf er belang bij heeft dat de landbouw renderend zooniet bloeiend zij.

* * *

De begroting zelf van het Ministerie van Landbouw is niet allerbelangrijkst. Zij behelst bijna geen ramingen van uitgaven die het mogelijk is in te krimpen en minder nog af te schaffen. Wij oordeelen daarentegen dat sommige ramingen ontoereikend zijn en dat men ongelijk heeft gehad sommige kredieten niet te verhoogen.

De sommen voor de bezoldiging van het personeel bij voorbeeld zijn stellig ontoereikend. Zoo er een departement bestaat waar de herziening van de kaders en de verhooging der wedden geboden is, dan is het wel het departement van Landbouw.

Het universitair personeel, dat daarbij is tewerkgesteld, geniet wedden die onwaardig zijn van zijn functies. Aldus is het ongelukkig te moeten vaststellen dat op dit oogenblik een landbouwingenieur benoemd wordt met een basiswedde van 19,000 frank.

Weet men aan den anderen kant dat dit departement *meer tijdelijke dan vaste ambtenaren* tellt?

Aan dezen toestand dient een eind te komen.

Verder geven wij de opmerkingen der Commissie in verband met de begrotingsramingen.

Wat vooral de aandacht gaande maakt van diegenen die zich bekommeren om het landbouwvraagstuk, is het economisch uitzicht van dezen sector van het nationaal leven, zoowel als het opvoedend aspect dat den socialen vooruitgang beïnvloedt en de landbouwers in staat zou stellen het voordeel te genieten der weldaden van de wetenschap, van de ontdekkingen en van de verbeteringen van allen aard die voortvloeien uit den vooruitgang welke op dit gebied werd verwezenlijkt.

België neemt in de wereld een van de eerste plaatsen in wat betreft de landbouwtechniek en de mogelijkheden van rendeeing. Evenwel, wat de uitrusting betreft, konden nog vorderingen gemaakt worden. De gemeenschap zou er baat bij vinden. Het is tijd dat het departement ter zake een stoutmoedig programma heeft.

Het gebruik van de belangrijke uitvinding der electriciteit is op verre na niet voldoende verspreid. Nog al te veel afgelegen wijken zijn daarvan beroofd en al te talrijk zijn de landbouwers die de voordeelen en de weldaden ervan miskennen.

Ook de landbouwmechaniek is onvoldoende toegepast. Wat al moeite zou de producent zich besparen en hoezeer zou hij zijn levensvoorwaarden verbeteren door een volledige benutting van de mechanische middelen, die te zijner beschikking worden gesteld.

Het geldt hier een vraagstuk van opvoeding en van financieele mogelijkheden, dat de aandacht van den Staat meer zal moeten trekken.

Het opvoedkundig aspect kan worden ontwikkeld door propaganda en onderwijs.

De financiering van beter landbouwmaterieel kan worden verzekerd door het Instituut voor Landbouwkrediet, dat nog onvoldoende bekend is bij tal van producenten. Is het niet de reden van bestaan van het Instituut, tegen een lagen rentevoet geld ter beschikking te stellen van den landbouwer, die geen anderen rijkdom bezit dan zijn nederig goed en zijn arbeidskracht?

In economisch opzicht kent de producent al te weinig den machtigen hefboom, dien hij kan vinden in het coöperatief stelsel.

Welke uitbreiding zou men bij voorbeeld niet kunnen geven aan het zuivelbedrijf door de coöperatie — de echte ! — en welk voordeel zou de producent niet halen uit een rationeele en wetenschappelijke fabricage?

Immers, hetgeen op landbouwgebied evenals in den handel en in de nijverheid van belang is, is wel het verzekeren der rentabiliteit van het bedrijf. De menschelijke arbeid moet zijn belooning vinden in het feit dat hij aan den mensch een behoorlijken levensstandaard verzekert.

In dit opzicht hebben de Regeeringen — ik zeg niet de Ministers van Landbouw — die elkaar sedert de bevrijding hebben opgevolgd, zich niet voldoende er om bekommerd, aan den landbouwer een billijke belooning van zijn arbeid te verzekeren.

De prijzen, die de Regeeringen hebben vastgesteld voor de hoeveproducten, waren vaak lager dan de kostende prijzen. Impliciet werd de onregelmatige handel aangemoedigd, daar men aan den producent liet verstaan, dat hij daarin een vergoeding voor zijn winstderving kon vinden.

Hoe wenschelijk ware het terug te keeren tot een gezonde politiek van maximale verlaging der prijzen, gewis, maar die tevens aan den producent de rentabiliteit van zijn bedrijf verzekert door het drijven van een eerlijken handel.

Al de pogingen van de Regeering zouden er moeten naar streven een overvloedige voortbrengst van levensmiddelen te bevorderen, derwijze dat het, *na te hebben voldaan aan de behoeften van het land*, nog mogelijk is uit te voeren.

België, heeft het nog herhaald, heeft het zoozeer noodig uit te voeren.

* * *

Wij zullen ons er wel voor hoeden, beschouwingen naar voren te brengen, die het kader van het landbouvvraagstuk zouden te buiten gaan en die zouden raken aan de bevoegdheid van andere departementen.

Maar kunnen wij nalaten te betreuren, wanneer wij de landbouwvoortbrengst nagaan, dat er geen maatregelen konden worden getroffen, die zouden aanleiding hebben gegeven tot een overvloedige voortbrengst van suiker, en die ons zouden hebben in staat gesteld, niet alleen te voldoen aan de binnenslandsche behoeften, maar ook nog groote hoeveelheden van dit product uit te voeren ?

Vóór den oorlog werd er een drukke publiciteit gemaakt ten einde aan te zetten tot overvloedig verbruik van dit voedsel bij uitstek, waarvan onze landgenooten tijdens de bezetting gedeeltelijk werden beroofd.

In 1946 heeft de Regeering zich karig getoond en de uitslag hiervan zal zijn, dat wij ten slotte zullen gebrek hebben aan een product dat overvloedig had kunnen zijn.

Zelfde opmerking aangaande de graangewassen, waarvan de teelt tijdens den oorlog werd opgedreven, soms ten nadeele van meer rendeerende teelten, en die kort na de bevrijding werd verwaarloosd.

Waarom dient dit toegeschreven ? Aan den invoer — op sommige oogenblikken zeer overvloedig — uit den vreemde ? Aan de minderwaardigheid van de hoedanigheid van onze voortbrengst van graangewassen ? Men zou het wel moeten zeggen, indien men wil dat in de toekomst de producent zekerheid bezitte omtrent de mogelijkheden van afzet van zijn oogst. Het moet in elk geval niet waar zijn dat men, na aan de landbouwers te hebben gevraagd, intens voort te brengen, den afzet van hun producten niet verzekert.

Onder de teelten op gebied waarvan wij mogen hopen te kunnen uitvoeren dient wel aangestipt die van de vroege aardappelen.

De Commissie wenscht eensgezind, dat het nieuw Fransch-Belgisch akkoord ten volle zou werken, dank zij de overschotten waarover wij zullen kunnen beschikken. Zij uit den wensch, dat de formaliteiten, opgelegd door den Dienst der Contingenten en het Wisselinstituut, de verrichtingen niet nutteloos zouden bemoeilijken.

Met den terugkeer van de autotractie is er overvloed aan paarden. De Regeering had dus gelijk den uitvoer daarvan, onder meer naar Frankrijk, toe te laten. Zij moet nog meer inspanningen doen ten einde het contingent daarvan te verhoogen.

Onze rundveestapel is nog niet weer hersteld, en men vraagt zich af waarom de Regeering niet zou trachten in Duitschland zooveel stuks vee te recupereren als de vijand ons er heeft ontstolen in 1940, tijdens de bezetting en bij den aftocht.

Niemand zal betwisten dat onze rundveestapel nog verbeterd kan worden. Het ware wenschelijk, dat er nog meer aandacht zou worden besteed aan de contrôle op de rendeering der melkkoeien.

Indien de Commissie eenparig akkoord gaat om te verklaren dat de Minister van Landbouw tot opdracht heeft de producenten zooveel mogelijk te verdedigen — in hun levensbelangen en evenzeer in die van het land — is zij van oordeel dat het eveneens aan den Minister toekomt te waken voor den steun van de instellingen die degelijke landbouwers kunnen opleiden.

Het Ministerie van Landbouw zou meer belangstelling kunnen toonen voor het zuivelstation te Gembloers.

Dit zuivelstation, dat geroepen is om groote diensten te bewijzen aan de landbouwers, beschikt slechts over een zeer ontoereikende begroting die hetzelve in de onmogelijkheid stelt de rendeering op te leveren, die men terecht daarvan mag verwachten.

Met genoegen neemt de Commissie akte van de verklaringen van den achtbaren Minister in de Kamer der Volksvertegenwoordigers in verband met het verleen van het voordeel der huishoudelijke wederuitrusting aan de landbouwarbeiders. Deze maatregel is geboden.

Deze arbeiders zouden evengoed als de arbeiders uit de nijverheid het voordeel van het regime der maatschappelijke zekerheid moeten genieten.

De Commissie neemt akte van de verklaring, onlangs afgelegd door den achtbaren Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg, namelijk dat de landbouwarbeiders dit voordeel in October aanstaande zouden verkrijgen.

De Commissie neemt eveneens akte van het voornemen der Regeering in verband met het Nederlandsch-Belgisch akkoord waarvan de bepalingen kunnen bijdragen tot den voorspoed van het land, op voorwaarde dat de Belgische landbouw een overgangperiode krijgt om zich door bijzondere maatregelen aan dat nieuwe economische regime aan te passen.

* * *

Een bron van documentatie, waaraan ik heb kunnen putten, heeft mij in staat gesteld, het economisch belang van de landbouwvoortbrengst vast te stellen.

De waarde van het in den landbouw belegd kapitaal is groot. Het kapitaal «gronden», met inbegrip van de hoevegebouwen, bedraagt 60 milliard in franken en tegen den prijs van 1939. Het bedrijfskapitaal, dat hoofdzakelijk den vee-stapel en het landbouwgereedschap omvat, had in den loop van hetzelfde jaar een waarde van 13 milliard frank.

Ter vergelijking is het nuttig er op te wijzen dat, volgens een raming van professor Baudhuin, de waarde van het globaal kapitaal, belegd in al de bedrijven, in 1939, 53.500.000.000 frank bedroeg.

De jaarlijksche bruto-voortbrengst van den landbouw beliep in 1939 13.537.000.000 frank waarvan 11.767.000.000 voor den eigenlijken landbouw en 1.770.000.000 frank voor den tuinbouw.

Men kan oordeelen door de tabel, die hieronder wordt gegeven.

Bruto-waarde van de land- en tuinbouwvoortbrengst in 1939.

Waarde in 1,000 frank.

Totalen.

Tarwe	399,848	
Spelt	11,801	
Masteluin	3,974	
Rogge	256,258	
Gerst	45,773	
Haver	552,932	
GRAANGEWASSEN		1,270,586
Paardenboonen	21,371	
Vlas (stroo)	280,730	
Vlas (zaad)	28,456	
Oliehoudende planten :		
Tabak	48,300	
Hop	17,224	
NIJVERHEIDSTEELTEN		396,081
Cichorei	89,220	
Aardappelen	1,023,429	
Suikerbieten	374,524	
Voederbieten	648,102	
WORTELPLANTEN EN KNOLGEWASSEN		2,135,275
Weide-hooi	392,239	
Wortels	6,604	
Rapen	204,960	
Spurrie	10,147	
VOEDERTEELTEN		613,950
<i>Globale waarde voortbrengst gewassen</i>		4,415,892
Voortbrengst	paarden	184,545
	runderen	4,047,415
	varkens	1,315,951
	schapen	42,236
	geiten	41,640
	gevogelte	1,575,895
	konijnen	144,000
<i>Globale waarde dierenvoortbrengst</i>		7,351,682
Moesteelten	1,400,000	
Boomgaarden	370,000	
<i>Globale waarde tuinbouwvoortbrengst</i>		1,770,000
<i>Globale waarde land- en tuinbouwvoortbrengst</i>		13,537,574
		=====

Sedert honderd jaar is de waarde van de landbouwvoortbrengst fel gestegen dank zij de geleidelijke intensificatie van het bedrijf.

Onderstaande tabel geeft de waardevermeerdering van de landbouwvoortbrengst sedert 1846; op te merken valt, dat al deze waarden werden berekend in franks van 1939; de verhooging is dus uitsluitend het gevolg van de stijging der voortbrengst in hoeveelheid.

Waarde der bruto-landbouwvoortbrengst.

1846	fr. 5,677,998,000 »
1856	6,459,959,000 »
1866	6,948,841,000 »
1880	7,684,433,000 »
1895	9,090,076,000 »
1910	11,534,213,000 »
1929	16,000,000,000 »
1939	11,000,000,000 »

Het is van belang er nadruk op te leggen, dat in normalen tijd, onder meer in 1939, *de landbouwvoortbrengst 80 % aan waarde leverde van de voedingsproducten, die noodig waren voor de voeding van het land. In verschillende sectoren, onder meer in den sector der voortbrengst van melk, vleesch en eieren, benaderde dit procent 100 %.* Natuurlijk was deze voortbrengst van voedingsmiddelen, rechtstreeks bestemd voor het menselijk verbruik, enkel mogelijk dank zij den invoer van zeer belangrijke hoeveelheden voedergewassen, lijnkoeken en andere veevoerders. Het globaal gewicht van dezen invoer bedroeg ongeveer 2,000,000 ton. Daarentegen voerde de Belgische landbouw in normalen tijd aanzienlijke hoeveelheden gespecialiseerde producten uit zooals witloof, cichoreiwortels, druiven, paarden, enz.

In 1937, op het oogenblik dat men de mogelijkheid onderzocht een economisch akkoord met Frankrijk tot stand te brengen, kon de h. Mullie verklaren dat 16,000 paarden vertrokken waren naar Frankrijk. Dit was ongeveer hetzelfde in 1938. Wij hebben geen inlichtingen voor 1939.

De Belgische landbouw was dus essentieel een omvormingsbedrijf dat aanleiding gaf tot een drukken buitenlandschen handel.

Het is belangwekkend de waarde van de landbouwvoortbrengst te vergelijken met die van sommige takken der nijverheidsvoortbrengst.

Onderstaande tabel geeft de waarde aan van de globale voortbrengst in 1939 voor de steenkool, het geheel der ijzerproducten en enkele andere nijverheidstakken.

Waarde der voortbrengst van enkele nijverheidstakken.

(Waarde in 1,000 frank.)

Steenkool	4,476,600
Gietijzer	1,744,000
Staal	2,181,000
Vormijzer	206,000
Ruw zink	373,750
<i>IJzerproducten</i>	<i>4,504,750</i>
Bijproducten van de cockesovens	490,000
Producten van de groeven	496,800
Katoenweefsels	856,768

Uit deze vergelijking blijkt dat de globale waarde der rundveeproductie (melk en vleesch) *vrijwel gelijk is aan die van de steenkool of van de ijzer- en staalnijverheid.*

De voortbrengst van gevogelte in 1939 was nagenoeg gelijk aan die van het vleesch.

Deze enkele gegevens stellen ons in staat het economisch belang van de landbouwvoortbrengst naar waarde te schatten.

Men kan daar bijvoegen dat het sociaal belang van den landbouw even groot is. Immers, de totale landbouwoppervlakte, die ongeveer 1,900,000 Ha. bedraagt, is verdeeld onder 320,000 landbouwers. De gemiddelde oppervlakte der bedrijven bedraagt dus ongeveer 6 Ha.

De Belgische landbouw telt ongeveer 660,000 vaste arbeiders, zijnde 17 % van de actieve bevolking van het land.

ONDERZOEK VAN DE BEGROOTING.

De Commissie is overgegaan tot een aandachtig onderzoek der artikelen van de begrooting. Gewis zijn de zoowat 140 miljoen, die de Staat voornemens is te besteden aan het bestuur van dit departement, niet de eenige factoren, die de oriëntering van de landbouwpolitiek bepalen, noch den landbouw bevorderen en de algemeene economie van het land dienen.

Nochtans zouden sommige kredieten onze aandacht verdienen terwijl andere uitleg vergen.

De Dienst van de Veeteelt. — Bij voorbeeld lijkt het vreemd, dat het krediet voor den dienst der veeteelt een vermindering met 3 miljoen frank ondergaat terwijl het departement vroeger had voorgesteld, dat het krediet zou worden opgevoerd tot 15 miljoen frank, dus een verhooging met 6 miljoen frank tegenover 1945.

Het is de Inspectie van Financiën, die heeft geëischt dat het krediet werd teruggebracht op 6 miljoen frank op grond, dat het krediet voor 1945 slechts naar rata van fr. 4,985,922-37 werd uitgegeven.

De dienst van de veeteelt heeft slechts kredieten uitgegeven in verhouding tot de werkelijke behoeften. Dit neemt niet weg dat het toegelaten is op te merken dat, in deze voorwaarde, deze post van de begroting niet elastisch genoeg is, en het kan worden betreurd dat in voorkomend geval het bestuur verplicht is zijn toevlucht te nemen tot een wijziging van de begroting, hetgeen geenszins wenschelijk is.

In beginsel — hoeft het in herinnering gebracht ? — beteekent de begroting niet een verplichting van uitgaven maar wel een lijst van ramingen, die niet noodzakelijk moeten aanzetten tot niet te rechtvaardigen uitgaven.

De boerderijbouw. — Hier doet het tegenovergestelde verschijnsel zich voor. Terwijl het krediet, dat in 1914 noodig was 2,500,000 frank bedroeg, en is gestegen tot 3,000,000 frank in 1945, bedraagt het thans 9,400,000 frank.

Vanwaar deze aanzienlijke verhooging ?

Deze is te wijten aan het feit dat de Minister zeer terecht de producenten wil aansporen om hun installaties zooveel mogelijk te verbeteren en dit met het oog op hygiëne en prophylaxe.

Men kan hem daarvoor enkel loven. Maar deze verbetering der stallen kan enkel geschieden met materialen die zeer duur zijn en waarvan het gebruik — bijaldien het intens gebeure — zooals de huidige toestand van talrijke hoeven thans vergt — veel geld zou eischen.

Het gaat er ook om den bouw van silo's en van droogkamers te bevorderen die zouden toelaten de veevoerders en pulp rationeel te bewaren.

Er hoeft geen nadruk gelegd op de te bereiken doeleinden, die de eensgezinde goedkeuring van de Commissie hebben weggedragen. Het ware echter wenschelijk dat het beginsel van het toekennen van toelagen beter zou bekend zijn en dat de landbouwkundigen van den Staat nog meer dan tot nog toe het geval was zouden trachten, het te doen kennen.

Nationale Zuiveldienst. — Op de begroting voor 1945 was een krediet van 2,000,000 frank uitgetrokken. Het wordt verlaagd tot 1,000,000 frank. Terwijl men terecht aan dezen dienst een allerbelangrijkste taak heeft opgedragen, is het te verwonderen dat de dienst van het Ministerie er in heeft toegestemd, de helft van het vroeger voorziene krediet af te schaffen. Het departement geeft als uitleg dat de Zuiveldienst een parastatale instelling is en derhalve moet leven met eigen middelen. Hij werkt buiten het administratief kader maar is onderworpen aan de contrôle van den Minister.

Misschien heeft men gelijk te beweren dat in deze voorwaarden de Zuiveldienst meer doeltreffend zou zijn, indien hij een bestuur te meer van het Ministerie van Landbouw uitmaakte. Zijn werking, zegt men, zal met meer soepelheid geschieden. Ik wensch dat bij de ervaring dit feit bewezen worde maar ik twijfel er aan.

Het krediet is noodig om het op gang brengen van den dienst te verzekeren.

Het zuivelstation te Gembloers. — Het doet ietwat vreemd aan op de begroting geen krediet te vinden ten bate van het zuivelstation te Gembloers.

Het zuivelstation is de verstooteling gebleven. Het daaraan verbonden personeel is niet benoemd. Het wordt niet overgenomen in het regelmatige kader van het Bestuur. Het verzekert een arbeid en een verantwoordelijkheid tegen een bezoldiging, die geenszins beantwoordt aan de diensten die het bewijst.

Ten aanzien van de belangrijkheid die het zuivelbedrijf moet innemen in het belang van de algemeene economie, ware het hoogst wenschelijk dat er een einde worde gemaakt aan dezen toestand, die nu al drie jaar duurt.

Een proefondervindelijke zuivelfabriek werd opgericht te Gent. Waarom wordt hetzelfde initiatief, dat ruimschoots gewettigd is, niet toegepast in het zuiden van het land, bij voorbeeld te Gembloers, dat daarvoor volkomen is aangewezen ?

De kaasfabricage. — De zuivelfabrieken hebben aanzienlijke kapitalen belegd in het oprichten van kaasfabrieken.

De fabricage van Gouda is rendeerend en vormt een niet te versmaden bijverdiensite. Zijn hoedanigheid is bevredigend; het publiek klaagt er niet over.

De afschaffing van de kaasfabricage zou het afzetten van ondermelk moeilijker maken. Welnu deze wordt onverkoopbaar vooral in den vorm van wrongel. Deze wordt verkocht tegen de helft van den vastgestelden prijs.

Door de zuivelfabriek te treffen, treft men eveneens den landbouwer, vooral den landbouwer van de coöperatieve zuivelfabrieken; immers, de vermindering van rentabiliteit geeft aanleiding tot een vermindering van *ristorno's* en zal de zuivelfabriek in de onmogelijkheid plaatsen, zoodra de vrijheid is hersteld, den maximumprijs te geven voor de melk en zal de zuivelfabrieken beletten haar installaties te verbeteren.

Men moet de zuivelfabrieken helpen, die zich hebben uitgerust en zich hebben ontdaan van den ouden sleur. Het huidige tusschentijdperk is zeer belangwekkend om proefnemingen te wagen.

Er bestaat geen enkel plan voor mobilisatie en verbruik van wrongel terwijl de melkvoortbrengst steeds stijgt en die van verleden jaar zal overtreffen.

De zure melk moet thans in de riool worden uitgegoten.

Kortom, door het verbieden van de kaasfabricage zou men deviezen lossen om in te voeren hetgeen wij bij ons kunnen voortbrengen.

De electrificatie der afgelegen wijken. — Het krediet werd slechts met 50,000 fr. verhoogd. Van 950,000 frank wordt het opgevoerd tot 1 millioen. Men kan zich afvragen of het uit ironie is, dat het bestuur deze bespottelijke verhooging heeft voorgesteld. In dit geval mag men zeggen dat het een stroohalm is in vergelijking tot de bestaande behoeften.

Het krediet, om te kunnen voorzien in de behoeften, zou twintig maal hooger moeten zijn; want wat kan men in zake electrische installatie verwezenlijken met 1 millioen frank ? Indien men steeds slechts over dusdanige geringe middelen moest beschikken, ware er een halve eeuw noodig om al ware het slechts een deel van het te verwezenlijken programma uit te voeren.

Men oordeele er over door onderstaande inlichtingen :

Aantal hoeven die nog te electrificeeren zijn :

Provincie.	Aantal hoeven.	
Antwerpen	2,702	
Luik	465	
Limburg	250	
Oost-Vlaanderen	1,594	(geen enkele hoeve van meer dan 30 Ha.)
West-Vlaanderen	8,165	
Brabant	938	(waarvan 704 hoeven 2,285 Ha. bezitten)
Luxemburg	408	(waarvan 19 hoeven met 1,229 Ha.)
Namen	409	
Henegouwen	293	(waarvan 93 hoeven met 1,496 Ha.)
In totaal :	15,130	hoeven.

De prijs der electriciteit. — Behoorende tot diegenen die oordeelen dat de electriciteit geroepen is om een omwenteling teweeg te brengen — in vrede-lievenden zin natuurlijk — op den buiten, en om er welzijn te verschaffen door de taak der producenten aanzienlijk te verlichten door het aanwenden van mechanische toestellen, verklaren wij dat het betreurenswaardig is dat er nog zoo hooge prijzen dienen betaald om zich deze toestellen aan te schaffen.

Men kan moeilijk begrijpen dat een hoeve, gelegen in Vlaanderen, zich electrischen stroom kan aanschaffen tegen minder dan fr. 1.50 per kilowat terwijl in Henegouwen de kilowat doorgaans 3 frank kost en in Luxemburg fr. 4.50 tot 5 frank.

De electriciteit zou niet méér mogen kosten op den buiten dan in de stad.

Daartoe oordeelen verschillende leden dat het noodig ware dat het electriciteitsbedrijf zou geplaatst worden onder rechtstreeksch toezicht van het land.

Dezelfde opmerking geldt voor de watervoorzieningen. In opzicht van hygiëne en gezondheid heeft de landbouwer er eveneens het hoogste belang bij, drinkbaar water te kunnen verbruiken en aan zijn dieren overvloedig en gezond water te verschaffen.

Landbouwconsulenten. — Wij beschikken over een enkelen landbouwconsulent, gevestigd te Londen. Hij werd pas benoemd tot consul-generaal te Chicago, zoodat de post van titularis beroofd is. De Commissie drukt den wensch uit dat onverwijld daarin zou worden voorzien door het sturen van een landbouw-ingenieur en niet van een beroepsdiplomaat.

Zij wijst er op dat de Regeering besloten heeft het niet bij deze eene benoeming te laten.

Het land heeft er het meest klaarblijkend belang bij dat onze landbouwmarkten in het buitenland worden uitgebreid. En het is niet alleen te Londen maar ook te Parijs, te Washington, te Genève, in Den Haag, te Kopenhagen en zoo mogelijk te Moskou — en nog elders — dat het zou passen dat België als landbouwland eervol zou vertegenwoordigd zijn ten einde aan onzen uitvoer zooveel mogelijk afzetgebieden te verzekeren.

De teelt van het renpaard. — De toelage, verleend aan de maatschappijen die zich bezighouden met de teelt van luxe-paarden, welke toelage in 1945 2 miljoen frank bedroeg, werd teruggebracht op 1 miljoen frank voor 1946.

Sommige leden meenen dat het nog veel te veel is en dat het krediet zou dienen afgeschaft.

De bevoegde dienst van het Ministerie wettigt de uittrekking van dit krediet als volgt :

« Het bedrag van dit krediet werd voorzien van bij den aanvang van het verleenen dezer toelagen. Elk jaar dringen de betrokken maatschappijen aan om deze subsidiën te ontvangen. Trouwens, de ontvangsten ten bate van den Staat (taksen op de toegangsbiljetten tot de renbanen) compenseeren ruimschoots het bedrag van dit krediet. »

Derhalve, vermits het bestuur van Financiën daarbij baat heeft, is het dit bestuur, dat aan de allerrijkste kweekers van renpaarden zou moeten teruggeven hetgeen het in werkelijkheid beschouwt als een te veel geïnd bedrag.

Aldus zou de logica haar rechten niet verliezen.

Instituut voor Landbouwkrediet. — Op de vraag om inlichtingen vanwege uw verslaggever over de werking van het Instituut voor Landbouwkrediet werd geantwoord als volgt :

« Het personeel van den maatschappelijken zetel van het Instituut, 65, Warmoesberg, telt thans 62 agenten. Dit personeel is nog ontoereikend en de agenten zijn verplicht talrijke aanvullende dienstprestaties te leveren.

» Buiten de landbouwleeningen, waarvan de omvang zeer belangrijk is geworden en die nog gestadig toenemen, is het Instituut eveneens bevoegd om leeningen toe te staan aan de oorlogsgeteisterden en is het belast met de thesaurie van den handelsdienst van ravitailleering.

» Het Instituut heeft geen taalrollen. De van kracht zijnde wetsbepalingen verplichten het bestuur niet taalrollen in te voeren.

» De beheerraad bestaat uit twee Nederlandschtalige beheerders en uit vijf Franschtalige beheerders.

» Het college der revisoren telt twee Franschtalige revisoren en een Nederlandschtaligen revisor.

» Wat het personeel betreft, dit bestaat uit vijftien Franschtalige agenten, negentien Franschsprekende tweetaligen, vier en twintig Nederlandschsprekende tweetaligen, en drie Nederlandschtalige agenten.

» Wat betreft de inrichting in de Provincie Henegouwen, hebben wij eigenlijk geen provinciale directie, maar veeleer een provinciaal bureau ingericht. De voornaamste taak die aan dit bureau is toevertrouwd bestaat er in de aanvragen alsmede de verslagen der subagenten te centraliseeren ten einde de werkzaamheden van den maatschappelijken zetel te vergemakkelijken. Wij hadden te kiezen onder drie agenten, waaronder een gevestigd te Charleroi, de tweede te Bergen en de derde te Chièvres. »

Leeningen, toe te staan door het Instituut voor Landbouwkrediet. — Mij is gebleken, dat het maximum van 15,000 frank kadastraal inkomen, vastgesteld voor het verleen van leeningen door het Instituut voor Landbouwkrediet, noodzakelijk moest worden verhoogd. Daarover geraadpleegd, hebben de diensten van het Ministerie geoordeeld dat het inderdaad zou passen dit maximum op te voeren tot minstens 40,000 frank.

De Landbouwwcomices, Herbebossching, Vischteelt, enz. — Deze vraagstukken werden onderzocht in het verslag van de Kamer en in den loop der openbare bespreking van de begrooting.

Daar deze aangelegenheden de aandacht der leden uwer Commissie niet hebben gaande gemaakt, acht ik het niet noodig mij daarmede hier andermaal bezig te houden, terwijl ik mij voorbehoud, tijdens de bespreking in openbare vergadering desnoods tusschen te komen.

Het Bestuur van Waters en Bosschen, dat geen blijk geeft van overdreven vooruitzicht, heeft aanvaard dat er voor de uniformen der bewakers juist dezelfde som zou worden voorzien als verleden jaar.

Voor dit bestuur schijnen de prijs van de stoffen en de kosten van de werkrachten in het confectiebedrijf onveranderlijk te zijn.

Het is waar dat de Minister steeds zijn toevlucht zal kunnen nemen tot de methode van slecht beheer die er in bestaat wijzigingen aan de begrooting voor te stellen.

Vervoer van briefwisseling. — De retributie te betalen voor het vervoer der dienststukken stijgt van 356,843 frank tot 1,197,337 frank, bedrag der nota, aan het departement overhandigd door het Postbeheer. Daarin dient begrepen een klacht, gesteund op het feit dat de Nationale Landbouw- en Voedingscorporatie, die zoo hartig wordt verfoeid, haar retributies tijdens de bezetting niet heeft betaald en dat, naar het schijnt, het Ministerie van Landbouw den last daarvan dient te dragen.

De bescherming onzer bosschen. — Het valt niet te loochenen dat het hout in België ontbreekt, daar de vijand er veel heeft weggenomen en daar de invoer, waarop het beter ware geen beroep te doen, zijn vooroorlogschen omvang nog niet heeft teruggekregen.

Het valt nochtans te betreuren, zoowel in hygiënisch als in aesthetisch opzicht, dat de Regeering de ontbossching toelaat van domeinen, die honderden hectaren beslaan.

Aan deze verwoesting zou een einde dienen gemaakt.

Het is Duitschland, dat veel bosschen bezit, dat ons mijnhout en ander hout zou dienen te leveren, dat wij noodig hebben voor 's lands herstel.

De vliegvelden. — De Commissie eischt eensgezind dat de uitgebreide gronden, waarop vliegvelden werden aangelegd, en die hun eerste bestemming schijnen te hebben verloren, zouden worden teruggeschonken aan de landbouwexploitatie.

Het land heeft er stellig belang bij dat al deze gronden, welke thans om zoo te zeggen aan hun bestemming werden onttrokken, opnieuw zouden bebouwd worden.

Het vraagstuk werd breedvoerig onderzocht door de Commissie die zich eensgezind in dezen zin heeft uitgesproken.

Het vraagstuk der vrijstellingen. — Dit kan niet gedeeltelijk worden geregeld. Het is niet mogelijk in het land een klasse bevoorrechten te scheppen. Gewis zijn er gevallen waar het past aan de jonge lieden faciliteiten te verschaffen, zoo in den landbouw als in de nijverheid en in den handel.

Maar dit moet gebeuren in voorwaarden die 's lands belang waarborgen en die geen bron van favoritisme worden. De willekeur en het favoritisme moeten worden geweerd naar aanleiding van de verplichtingen waartoe de Belgen in militair opzicht gehouden zijn.

De huidige militiewet voorziet trouwens gevallen van vrijstelling waarop de miliciens zich mogen beroepen ter gelegenheid van hun verschijning voor de wervingsraden.

Gewis laat de huidige militaire inrichting te wenschen over. Maar de wijziging daarvan hangt af van het Parlement en het is vooral niet naar aanleiding der bespreking van de begroting van landbouw dat zij kan worden overwogen.

Wij maken er melding van om in te gaan op een parlementair initiatief dat onlangs werd genomen, en om te antwoorden op opmerkingen die werden gemaakt in de Commissie, welke oordeelt dat, wat den landbouw betreft, vrijstellingen enkel zouden dienen voorzien voor de jonge lieden die volstrekt onontbeerlijk zijn.

De mobilisatie van den oogst. — Hoe vurig ook de wensch van eenieder is, dat er zou worden afgezien van deze dwangmethodes, moeten wij niettemin aannemen dat zij dit jaar nog zouden worden aangewend.

De toestand in de wereld op gebied van levensmiddelen is naar het schijnt zoo ernstig dat het geboden is, dat wij zooveel mogelijk zouden rekenen op heel onze eigen voortbrengst van graangewassen, aardappelen, suikerbieten, enz.

De Commissie zou hebben gewild dat de mobilisatie zich beperke tot de tarwe, de rogge en de suikerbieten. Daar de Regeering er anders over oordeelde en een besluit heeft getroffen, waarbij de totale mobilisatie wordt uitgevaardigd én van de graangewassen, én van de aardappelen, én van de suikerbieten, én zelfs van de cichorei, blijft er ons niets anders over dan te vragen dat er schikkingen zouden worden getroffen waardoor de landbouwer wordt in staat gesteld aan zijn verplichtingen te voldoen, onder voorwaarden, die rendeerend zijn voor den producent.

Het zou immers niet baten eischen te stellen die verder reiken dan de normale productie.

Dorschen der graangewassen. — Uw verslaggever steunt de beschouwingen van verschillende leden in verband met het dorschen van graangewassen.

Verleden jaar heeft de Regeering te lang gewacht vooraleer desaan gaande een beslissing te treffen. Het past dat er ten spoedigste een maatregel worde genomen die de belangen van de eenen en van de anderen vrijwaart.

Het is wenschelijk dat de dorschers, eens de prijs van het dorschen bepaald, de prijzen niet meer zouden mogen opdrijven en onbezonnen eischen stellen.

Wat betreft het afhaken der graangewassen, vermits het hoogdringend is de molens te bevoorraden, is het misschien nutteloos op dit oogenblik te spreken van een bewaringspremie. Nochtans kan het vraagstuk worden overwogen. Het verleen van een dusdanige premie zou tot gevolg hebben dat het verlies aan gewicht en het verlies te wijten aan het bewaren, op de zolders, van de opbrengst van den oogst, zou worden vergoed.

Ten slotte moet men er zich wel rekenschap van geven dat de inlandsche tarwe en rogge van af de eerste maanden niet volledig zullen worden opgenomen door de maalderijen *daar deze graangewassen slechts gedeeltelijk in het broodmeel worden verwerkt.*

Trouwens, de les die op dit oogenblik te trekken is uit den al te vluggen terugkeer tot de vrijheid, zal niet nalaten de Regeering aan te sporen tot uiterste omzichtigheid, want hetgeen verleden jaar niet was te voorzien kan en moet dit jaar worden voorzien.

Ditmaal hebben onze Ministers gebiedende redenen om zich te laten leiden door den fabeldichter.

Het vraagstuk van de meststoffen. — Het is niet te laat om een meening uit te drukken aangaande de meststoffen ofschoon het vraagstuk werd besproken in den loop van interpellaties die de aandacht van den Senaat hebben gaande gemaakt.

De Regeering kan en moet een meststoffenpolitiek hebben, derwijze dat het voor de producenten mogelijk is zich er zooveel aan te schaffen als zij wenschen en tegen de beste prijzen. De Regeering moet wel weten welke rol de meststoffen spelen in de productie en in het vaststellen van den kostenden prijs. Op haar rust de taak er zich op toe te leggen den onregelmatigen handel in meststoffen te verbieden en den terugkeer tot de politiek der trusts niet meer toe te laten.

De markt van het vleesch. — De voortbrengst van vleesch moet naar het advies der Commissie zoo hoog mogelijk worden opgedreven indien men wil dat althans voor een merkelyk deel door de binnenlandsche markt in de behoeften zou worden voorzien.

De politiek, gevolgd in zake varkensvleesch, en de gunstige uitslagen die werden verkregen schenen den terugkeer tot den vrijen verkoop — wel te verstaan tegen de wettelijke prijzen — toe te laten. Het ware een weldaad geweest voor den verbruiker evenzeer als voor den producent. Nochtans, zooals men verder zal zien, ten gevolge van gemeenschappelijke vergaderingen gehouden door de Vereenigde Commissiën van Kamer en Senaat, die door de geachte Ministers van Ravitailleering en van Landbouw werden bijgewoond, is het niet mogelijk geweest iets anders te bekomen dan een soort *modus vivendi*, die de voorwaarden bepaalt waarin tot nader bevel de markt van het vleesch zal worden geregeld. Ziehier de groote trekken van dit *modus vivendi* :

« *Het rantsoen versch vleesch* zal worden gebracht op 50 gram per dag per persoon.

« De Handelsdienst van Ravitailleering zal tegen de officieele prijzen het overtollig varkensvleesch aankopen dat zich op de markt bevindt. De kweekers zullen hiervan worden verwittigd.

- » De Minister van Ravitaillering zal zijn schikkingen nemen om zooveel mogelijk geslacht vleesch in de frigo's te bewaren.
» De verkoop van schapen- en geitenvleesch zal vrij zijn. »

* * *

De Commissie heeft akte genomen van de goede bedoelingen van den geachten Minister en zij onderschat geenszins de moeilijkheden voortspruitende uit het naoorlogsch tijdperk. Zij erkent den goeden wil van den Minister en betreurt dat de omstandigheden hem niet altijd toelaten een programma te verdedigen dat volledige voldoening zal schenken aan de producenten.

De Commissie legt nadruk op het initiatief dat hij heeft genomen om bij het Parlement een wetsontwerp betreffende de landpacht in te dienen, hetgeen sedert lang wordt gevraagd door de pachters en door diegenen die er om bezorgd zijn hun veiligheid te verzekeren.

De Commissie van Landbouw van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, die pas bij eenparigheid harer leden het door den Minister ingediende wetsontwerp samen met de amendementen heeft goedgekeurd, heeft een vooruitstrevend en wijs werk verricht. Sommige leden zijn de meening toegedaan dat het nog niet de grondige hervorming is, waarop wordt gewacht door diegenen die den grond bewerken zonder hem te bezitten, maar dat het een stap vooruit is alsmede het teeken van een evolutie die het de moeite loont te onderstrepen.

* * *

De begrooting werd goedgekeurd met 10 tegen 9 stemmen en 1 onthouding. Het verslag werd eenparig aangenomen.

De Verslaggever,
J. BOUILLY.

De Voorzitter,
G. MULLIE.

BIJLAGE

DE ALGEMEENE BESPREKING.

Een lid spreekt den wensch uit, dat de kaasindustrie ontwikkeld zou worden. Den laatsten tijd zijn hiertoe door tal van zuivelfabrieken gelukkige initiatieven genomen.

De Regeering, zoo zegt dat lid, schijnt niet voldoende bereid te zijn om deze landbouwnijverheid, welke de melkderivaten kan valoriseeren, aan te moedigen.

* * *

DE LANDBOUWINGENIEURS. — *Een lid* laat zich in met de rol van de landbouwingenieurs en is van oordeel, dat dezen hun functies niet uitoefenen ten opzichte van het gebruik van meststoffen en van de noodzaak om vochtige gronden te draineeren.

De Regeering zou zoodanige maatregelen moeten treffen, dat de wetenschapsmensch nauwer in contact komt met den landbouwer.

Hetzelfde lid vraagt bescherming voor den pachter, die, zoo zegt hij, meer veiligheid noodig heeft.

NADEELIGE VERKOOP VAN KALVEREN. — *Een lid* stelt vast dat in zijn streek de kalveren nadeelig verkocht worden. De verkoopprijs, zoo zegt hij, bedraagt 7 à 8 frank het kilo.

DE VLEGVELDEN. — *Een lid* komt er tegen op, dat de aan hun bestemming onttrokken gronden van het vliegveld te Gosselies niet weer bebouwd worden.

De Commissie maakt deze opmerking tot de hare en spreekt den wensch uit, dat de Regeering zou zorgen voor de herstelling van andere vliegvelden, die geheel of gedeeltelijk buiten dienst gesteld zijn.

DE VLEESCHPRIJZEN. — De Commissie maakt ook de opmerkingen tot de hare, welke door een van haar leden, in verband met den prijs van het vleesch op voet, naar voren worden gebracht. Deze prijs is te laag *in vergelijking met den verkoopprijs in de vleeschhouwerijen*.

Een ander lid klaagt over den wanordelijken toestand die, naar hij zegt, op dat gebied bestaat. Hij betreurt dat de raad van de Commissie van advies niet gevolgd werd en dat het departement van Ravitailleering tot inbeslagnemingen is overgegaan. De getroffen maatregel, zoo zegt hij, is niet billijk. Volgens hem zouden de goede dieren voor een prijs van meer dan 15 frank het kilo op voet moeten verkocht worden.

De volgende betreurenswaardige vaststelling wordt gedaan : landbouwers brengen vee naar de markt en kunnen het niet verkoopen, doordat hun te lage prijzen worden aangeboden. Hieruit volgen voor hen noodelooze verplaatsingskosten.

DE VRIJSTELLING VAN DE LANDBOUWERSZONEN. — Verscheidene leden laten zich in met de mobilisatie der landbouwerszonen die behooren tot lichtingen van vóór 1945. Aanvragen om vrijstelling van sommigen worden aangenomen, terwijl die van andere, die in dezelfde toestand verkeeren, afgewezen worden.

De militaire commissie *ad hoc* verstrekt aan parlementairen, die zich daarover bevragen bij den Minister, tegenstrijdige antwoorden.

De gestelde eischen voor vrijstelling zouden moeten bekendgemaakt worden.

DE SCHAARSCHHEID DER LANDBOUWWERKKRACHTEN. — *Een lid* merkt op hoe schaarsch de landbouwwerkkrachten worden. De belooning van de te werk gestelde landbouwarbeiders heeft een gevoeligen terugslag op den kostprijs. Het lid staat de gedachte voor dat er organismen van saamhoorigheid zouden moeten tot stand komen voor de behartiging van de belangen der landbouwers.

DE VERKOOP VAN PRIMEURS. — *Een lid* vraagt dat er maatregelen zouden getroffen worden om de verbruikers in staat te stellen, ingevoerde tomaten te onderscheiden van inlandsche.

Hetzelfde lid wijst er op dat groenten uit Nederland tegen een lageren prijs verkocht worden dan de kostprijs van de groenten hier te lande. Hij vraagt zich af, of dat niet te wijten is aan de Belgisch-Nederlandsche overeenkomst, dan wel of deze prijzen alleen het resultaat zijn van dumping.

HET VARKENSVLEESCH. — *Verscheidene leden* spreken over de productie van varkensvleesch, die zij overvloedig noemen en die, naar zij zeggen, tegen te hooge prijzen in den onregelmatigen handel aan de verbruikers verkocht wordt. Zij vragen dat de verkoop hiervan zou vrij worden, zoowel in het belang van den verbruiker als van den fokker.

Een lid merkt op dat er een te groot verschil is tusschen de prijzen van ingevoerd varkensvleesch en van inlandsch varkensvleesch.

De Commissie brengt eenstemmig het advies uit, dat de verkoop van varkensvleesch vrij zou moeten worden.

HET RUNDVLEESCH. — *Verscheidene leden* vragen den terugkeer naar de vrijheid in zake den verkoop van rundvleesch.

Zij voeren aan dat de reserves aan ingevoerd vleesch toereikend zijn en dat de inlandsche productie aanzienlijk verbeterd is.

Na bespreking wordt beslist om nog enkelen tijd te wachten alvorens, in naam van de Commissie, een dergelijke aanvraag te doen.

* * *

Tijdens een vergadering, welke door den h. Minister Lefebvre werd bijgewoond, heeft de Commissie zich beziggehouden met de markt van het vleesch.

De h. Voorzitter Mullie gaf een uiteenzetting over den stand van het vraagstuk. Hij bevestigde dat het varkensvleesch in overvloed voorhanden is, en vermeldde dat, « op sommige markten, de prijs der biggen vrijwel dezelfde was, per kilo, als die van de vette varkens. Op de markt te Hannut werden de biggen en de vette varkens verkocht tegen 20 à 25 frank het kilo, terwijl op de markt te Ieper, de biggen 15 à 20 frank het kilo stonden en de vette varkens 20 à 25 frank. Het aanbod was grooter dan de vraag. Vele dieren geraakten niet verkocht en de fokkers moesten ze terug naar huis meevoeren; vandaar verliezen op alle gebied ».

« Aangezien de officieele prijs vastgesteld is op 27 frank het kilo, kan men hieruit gemakkelijk besluiten dat er, op dit oogenblik, overvloed aan varkensvleesch is. »

Zekere leden deden opmerken dat het vee op verschillende markten niet verkocht is geraakt. Het werd aan den Handelsdienst voor Ravitailleering aangeboden. De Directie van dezen Dienst verklaarde dat zij niet meer in staat was om vleesch op voet te koopen.

De h. Minister erkende dat het aanbod van inlandsch vleesch grooter was dan het opnemingsvermogen van de verbruikers, rekening houdend met het aantal « punten » waarover zij beschikken. De betrokken Ministers hebben zich akkoord gesteld, zegde hij, « opdat de diensten van Ravitailleering al het vleesch aankopen dat zich op de markt zou bevinden, ten einde de producenten in de mogelijkheid te stellen hun productie af te zetten ».

« Er zou dienen vastgesteld », vervolgt de h. Lefebvre, « hoe groot de huidige productie is en deze zou aan een bepaalde rantsoeneering moeten aangepast worden. Het bewijs is geleverd dat alle zegeltjes niet gehonoreerd worden. »

Een lid deed opmerken dat, vermits er overproductie is aan varkensvleesch, de verkoop hiervan voorloopig zou moeten vrij gelaten worden, *voor wat de hoeveelheid betreft, doch met handhaving van de vastgestelde prijzen.*

Talrijke leden steunden deze zienswijze.

De opinie die overheerscht, hebben zij gezegd, is dat er een te groot verschil bestaat tusschen den prijs betaald aan den producent en *den prijs betaald door den verbruiker.*

Zij voegden er aan toe : « Daar de producenten geen loonnenden prijs ontvangen, zullen zij hun productie weldra stopzetten. Sommige fokkers verkoopen reeds beneden den kostprijs. »

Een lid deed opmerken dat het vleesch in blik niet meer gegeerd wordt, evenmin als het ingevoerd vleesch. De Minister deelde mede dat al de « kredietbons » *moeten uitgevoerd worden door een vleeschlevering.* « De beslissing hiertoe is genomen ».

Ten overstaan van de belangrijkheid van het vraagstuk, was er besloten geworden de achtbare Ministers van Ravitailleering en van Landbouw te vragen een gemeenschappelijke vergadering van de vier parlementaire Commissiën te willen bijwonen.

De h. Voorzitter Mullie was gelast geworden schikkingen te nemen in overleg met de achtbare voorzitters van onze twee Vergaderingen.

Bedoelde Commissievergadering werd gehouden op Dinsdag 28 Mei.

De hh. Lalmand en Lefebvre waren aanwezig. Na een langdurig onderzoek van het vraagstuk werd er een akkoord bereikt over de punten vermeld in onze algemeene beschouwingen.

DE AARDAPPELTEELT. — *Een lid* oordeelt dat er, onder de producenten van aardappelen, inzonderheid, hetgeen hij noemt « een atmosfeer van oprechtheid » tot stand moet gebracht worden.

Als de producent, zoo zegt hij, aan zijn verplichtingen voldaan heeft, zou het passen bij hem niet meer aan te dringen en geen leveringen van overschotten te eischen.

Het zou passen hem van nu af reeds in te lichten over de mobilisatie van den aanstaanden oogst en hem mede te deelen wat het Departement zal vorderen.

DE MOBILISATIE VAN DEN OOGST. — Betreffende de mobilisatie van den oogst, brengt de Commissie, na onderzoek, het advies uit dat het zou passen enkel de *broodgranen*, de *aardappelen* en de *suikerbieten* te mobiliseeren.

Wat speciaal de graangewassen betreft, is zij eveneens van meening dat de Minister van Landbouw de *gemiddelde gewestelijke opbrengst* zou vaststellen, waarop een levering van 75 % zou dienen voorzien te worden.

Een lid zou willen dat een zg. bewaringspremie zou verleend worden aan de landbouwers ingeval de Regeering hen zou vragen hun leveringen met tusschenpoozen uit te voeren.

De Commissie is van meening dat de prijs der hoeveproducten derwijze zou moeten vastgesteld worden dat de producent een rechtmatige belooning voor zijn arbeid ontvangt en zich aangemoedigd voelt om te produceeren.

DE PRIJS VAN HET DORSCHEN. — *Een lid* werpt het vraagstuk op van de prijzen die moeten vastgesteld worden voor het dorschen. Hij klaagt er over dat de dorschers overdreven prijzen vragen.

Een ander lid komt op tegen de eischen van de dorschers, wat aangaat het leveren, om niet, van een zekere hoeveelheid tarwe.

Een ander lid nog prijst het aan beroep te doen op samenwerkende vennootschappen voor het uitvoeren van het dorschen.

DE PRIJS DER GRAANGEWASSEN EN DE LANDBOUWARBEID. — *Een lid* uit den wensch dat de prijs der graangewassen tamelijk lang vóór het binnenhalen van den oogst zou vastgesteld worden.

Een ander lid zou verlangen dat de Regeering de voorwaarden van aanwerving en bezoldiging der seizoenarbeiders zou reglementeeren, ten einde werkverlating en misbruiken te vermijden.

Hij vraagt een wettelijken dwang voor de werkkrachten, zoowel als voor den producent, om de aangegane verbintenissen in zake den geleverden arbeid en de bezoldiging ervan, na te leven.

SEIZOENVERLOF EN MAATSCHAPPELIJKE ZEKERHEID. — *Een lid* pleit voor seizoenverlof ten behoeve van de jonge landbouwers die onder de wapens zijn.

Een ander lid zou gaarne zien dat de Regeering er zich zou mee bezighouden om een statuut te geven aan de werkkrachten.

Ten slotte vragen *verscheidene andere leden* voor deze werkkrachten het voordeel van de maatschappelijke zekerheid en de verleening van bons voor huishoudelijke wederuitrusting.

* * *

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

Een lid vraagt dat de ernstige aandacht van den Minister zou gevestigd worden op den toestand van de Rijkslaboratoria, welke gebrek hebben aan outilleering en personeel.

De Commissie sluit zich eenstemmig bij dit advies aan.

* * *

Een lid geeft den wensch te kennen dat de begrooting in de toekomst een synoptische tabel zou bevatten van de gevraagde kredieten, de vastgelegde uitgaven en de opgebruikte kredieten. Om dat werk te verrichten zou het Departement van Landbouw zich moeten laten leiden door hetgeen voor de begrooting van Financiën gedaan is op initiatief van onzen collega den heer Doutrepont.

De Commissie maakt deze opmerkingen tot de hare.

* * *

Daar *een lid* wenschte te kennen : 1^o het aantal scholen, waar land- en tuinbouwonderwijs wordt gegeven; 2^o het aantal leerlingen van elk dier scholen; 3^o hoeveel leergangen per jaar worden gehouden door de rondreizende scholen, hebben wij die vraag gesteld aan het Departement, hetwelk heeft geantwoord :

1^o Aantal landbouwscholen op kosten van den Staat : één te Hoei;

2^o Aantal tuinbouwscholen op kosten van den Staat : twee, n.l. één te Vilvoorde en één te Melle;

3^o Aantal leerlingen :

Landbouwschool te Hoei	87
Tuinbouwschool te Vilvoorde	200
Tuinbouwschool te Melle	80

4^o Rondreizende scholen :

Er zijn 18 rondreizende scholen, die elk twee leergangen van vier maanden houden. Bovendien houden zij verkorte leergangen van 8 dagen tot 3 weken.

De overige inrichtingen van landbouwonderwijs behooren thans onder het Ministerie van Openbaar Onderwijs. (Dienst van het Technisch Onderwijs.)

* * *

In verband met de school te Hoei merkt *een lid* op, dat de gebouwen geteisterd werden en de lessen derhalve gegeven worden in ongeschikte lokalen, waar de gezondheidsregelen lang niet worden in acht genomen. Hij vraagt, en wordt hierin door de Commissie gesteund, dat behoorlijke lokalen zouden ingericht of dat de vroegere gebouwen zouden hersteld worden.

* * *

Een lid dringt er op aan, dat de phytopathologische dienst meer zou werken. Wij hebben er groot belang bij, zoo zegt hij, te vermijden dat onze boschaanplantingen besmet worden.

* * *

De Commissie behandelt de kwestie van de vermeerdering van het aantal landbouwconsulenten. Zij sluit zich aan bij het advies van den verslaggever, te weten dat wij vertegenwoordigd zouden moeten zijn in de voornaamste landen, waar wij afzetgebieden kunnen vinden voor onze land- en tuinbouwproducten en onze groenten en vruchten.

* * *

Op een hem gestelde vraag, betreffende de mobilisatie van den oogst, verklaart de Minister dat de Regeering zich voorneemt de graangewassen slechts te mobiliseeren in functie van de internationale behoeften.

(Sinds onze vergadering verscheen, in het *Staatsblad* van 2 Juni, een besluit van 25 Mei, waarin bepaald wordt dat ieder producent van tarwe, rogge, spelt, masteluin, zomer- of wintergerst, haver, peulvruchten, aardappelen, suikerbieten en cichorei voor koffie, aangegeven bij de telling van 15 Mei 1946, tegenover den Staat rekenplichtig is voor zijn productie van 1946.)

* * *

Een lid vindt dat de uitvoer van fokpaarden naar Frankrijk te gering is. Er zijn veel paarden van dit slag in het land en de prijzen ervan zijn te laag.

* * *

Betreffende het krediet voorzien voor den Rijksplantentuin, drukt *een lid* den wensch uit dat de Commissie zich naar Meise zou begeven om de nieuwe inrichtingen, welke daar tot stand gebracht worden, te bezoeken.

De Commissie sluit zich aan bij dit advies.

Schikkingen zullen dienovereenkomstig getroffen worden.

* * *

Een lid vermeldt dat het verkeer in de Ardennen zeer moeilijk is, ten gevolge van het sterk beperkt aantal vervoermiddelen.

Hij vraagt dat er schikkingen zouden genomen worden opdat de agenten der buitendiensten zich met meer gemak zouden kunnen verplaatsen.

Zij moeten hun opdracht kunnen vervullen, in verband met hun ambten.

De *Commissie* verklaart zich akkoord met deze suggestie.

* * *

Zoo eveneens aangaande een voorstel om het *Landbouwbulletin* opnieuw regelmatig te laten verschijnen.

* * *

Een lange gedachtenwisseling heeft plaats over het Bestuur van Waters en Bosschen, waarvan de diensten, volgens een lid, niet genoeg gecoördineerd zijn.

Het snoeien der boomen langs de openbare wegen is in slechte voorwaarden gebeurd; zoo ook de plantsoenen. Wij erkennen evenwel dat het initiatief van die maatregelen tot het Ministerie van Openbare Werken behoort.

In denzelfden gedachtengang klaagt *een lid* er over dat de contrôle vanwege den plantenziektenkundigen dienst onvoldoende is en vraagt dat er om inlichtingen over de belangrijkheid van dien dienst zou verzocht worden.

* * *

Een lid zou graag weten of de subsidiën en toelagen voor de bestrijding van de tuberculose en andere besmettelijke ziekten toereikend zijn en welke hun juiste bestemming is.

* * *

Een lid verdedigt een amendement dat er toe strekt om in de begrooting een krediet in te lasschen ter uitbreiding van de kunstmatige inseminatie.

De Commissie aanvaardt dat dit krediet tot 200,000 frank zou opgevoerd worden.

Verscheidene leden brengen den wensch uit dat de Regeering conferenties, door specialisten te geven, zou inrichten en publicaties verspreiden om de landbouwers op de hoogte te brengen van deze kwesties. De begrippen die hieraangaande bekend zijn, dienen vulgariseerd te worden.

* * *

Een lid stelt voor dat er inlichtingen zouden gevraagd worden aan den h. Minister over de kaarten voor vrij vervoer en over het krediet voor de beroepsverenigingen.

* * *

De Commissie maakt alle voorbehoud aangaande de vermindering met 3 miljoen frank van het voorzien krediet, vermits de contrôle van de zuivelproductie niet bij machte is om volledig haar opdracht te vervullen, aangezien de middelen haar ontbreken.

* * *

Een lid verlangt te weten welke de oppervlakte is van de onbebouwde gronden.

* * *

Een gedachtenwisseling heeft plaats over den Zuiveldienst, waarvan de werking geen voldoening schenkt.

De Commissie verlangt dat de Regeering zou tusschenbeide komen om de gemeenten aan te moedigen die zouden aanvaarden toestellen voor besproeiing met loodarsenaten ter beschikking te stellen van de landbouwers. Zulks zou een uitstekend middel zijn ter bestrijding van den coloradokever.

* * *

De hh. Ronvaux en Doutrepont dienen een amendement in strekkende tot het uittrekken van een krediet van 500,000 frank om het oprichten van een proefondervindelijke zuivelinrichting bij het zuivelstation te Gembloers mogelijk te maken.

De Commissie spreekt zich eenparig ten gunste van dit amendement uit.

Vragen over deze verschillende onderwerpen werden gesteld aan den achtbaren Minister, die ons onderstaande antwoorden heeft willen verstrekken :

Vragen door de Commissie gesteld met de antwoorden van de Regeering.

1^o Begrootingskredieten betreffende den zuivel-dienst en onder meer betreffende de artikelen 56 en 58/5 en 10, litt. 2 van de begrooting.

Antwoord : De begrootingskredieten betreffende den zuiveldienst uitgetrokken op de artikelen 56 (9-4), 58/5 (9-4) en 10, hebben betrekking op het krediet dat wordt voorzien om de reis- en verblijfkosten, de kosten van telefoon, kantoorbehoeften, enz. van het personeel van den zuiveldienst te dekken.

2^o Welke zijn uwe inzichten in verband met het drukken van het *Landbouwbuletijn* dat de Commissie regelmatig wenscht te zien verschijnen ?

Antwoord : Het departement houdt zich met het vraagstuk bezig en doet al het mogelijke om het *Landbouwbuletijn* zoo spoedig mogelijk opnieuw te doen verschijnen na de herinrichting van de kaders.

3^o Zou het krediet van 25,000 frank volstaan om aan den Hoogen Raad van den landbouw toe te laten te vergaderen zooveel keeren als wenschelijk ? Dit krediet van 25,000 frank blijkt ontoereikend.

Antwoord : Wanneer men zich houdt aan de vier vergaderingen voorzien bij artikel 56 van het koninklijk besluit van 15 September 1924, schijnt de uitgave het voorziene krediet van 25,000 frank niet veel te moeten overschrijden. Het bedrag van dit krediet zou met 5,000 frank kunnen verhoogd worden.

In deze 30,000 frank zijn niet begrepen de reiskosten voor het bijwonen der vergaderingen van de afdeelingen van den Raad. Deze vergaderingen, die door een twaalfstal leden worden bijgewoond, blijken talrijk te zullen zijn in 1946. Zoo het departement tusschenkomst in de kosten der verplaatsingen gedaan naar aanleiding der bedoelde vergaderingen van afdeelingen, zou het krediet nuttig worden opgevoerd tot 50,000 frank.

Op te merken valt dat de verblijfvergoeding, die in 1945 werd betaald nog steeds 40 frank bedroeg, dat het bedrag daarvan vermoedelijk zal verdriedubbeld worden en dat de reiskosten sedert April 1946 met 50 % werden verhoogd.

4^o Welke is de juiste taak van den plantenziektenkundigen dienst ? Door wie wordt het toezicht uitgeoefend over de boomkwekerijen ? Welke is de belangrijkheid van dezen dienst ? Waarom heeft deze dienst geen schikkingen getroffen, om den toestand, die nog niet lang geleden bestond, (ziekte) te verhelpen ?

Antwoord : De bijzondere plantenziektenkundige dienst heeft voor bijzonderste opdracht :

a) de opsporingen en vaststellingen te doen die noodig zijn om zich er van te vergewissen dat de tuinbouwplanten, bewaard of gekweekt onder glas of

anderszins, plantsoen van boomkwekerijen of andere aangeduide producten, vrij zijn van schadelijke insecten, van dieren, cryptogamen of andere gewassen die schadelijk zijn voor de teelten;

b) toezicht te oefenen over het verschijnen van ziekten, schade, enz., hun ontwikkeling te volgen en te waken voor de stipte naleving der voorschriften van inwendige politie voor de gezondheid der planten;

c) te waken voor de toepassing der getroffen maatregelen ten einde te beletten dat in het land worden ingevoerd nieuwe ziekten, schadelijke dieren, enz. en onder meer zich te vergewissen dat de zendingen van planten, aangeboden voor den invoer, vrij zijn van insecten, dieren, cryptogamen of andere gewassen die schadelijk zijn voor de planten;

d) de phytopathologische getuigschriften af te leveren die vereischt zijn voor den invoer in het buitenland van planten, gedeelten van planten of bepaalde producten;

e) het bestuur voor te lichten aangaande den gezondheidstoestand der teelten en der verzendingen van planten;

f) te helpen in den strijd tegen de cryptogamische en physiologische ziekten en tegen de dieren die vijanden zijn van de planten onder meer door middel van mondelinge en schriftelijke raadgevingen, voordrachten, lessen, publicaties, demonstraties, enz.;

g) mede te werken bij de opsporingen aangaande de ziekten of schade aan de planten evenals op gebied van phytopharmacopea.

De gezondheidscontrôle over de boomkwekerijen wordt uitgeoefend op verzoek van den belanghebbende door het personeel van den bijzonderen plantenziektenkundigen dienst.

Deze dienst omvat krachtens het koninklijk besluit van 26 Maart 1936 : een dienstoverste, 4 plantenziektenkundigen en een rekenplichtige.

Hij omvat bovendien deskundige assistenten in veranderlijk getal volgens de noodwendigheden van dezen dienst.

Ophelderingen waren wenschelijk om te antwoorden op het laatste lid van de vraag.

5^o Welk is uw programma in verband met de inseminatie der rundsoorten ?

Aanvaardt gij een amendement van 200,000 frank dat er toe strekt de gedachten ten voordeele van dit procédé te zien verspreiden ?

De Commissie drukt den wensch uit dat gij haar een verslag over dit vraagstuk zoudt voorleggen ?

Antwoord : a) Het departement tracht centra van inseminatie op te richten in den schoot der veeteeltsyndicaten. Het zal eveneens de oprichting van nieuwe syndicaten aanmoedigen opdat zij de inseminatie der rundsoorten zouden kunnen in het werk stellen;

b) Een amendement van 200,000 frank zal met dank aanvaard worden door den bevoegden dienst ten einde deze gedachten te verspreiden;

c) Een kort verslag zal worden opgemaakt door den bevoegden dienst.

6° Bij artikel 15 van de begroting (reisbewijzen), wenscht de Commissie nadere inlichtingen te bekomen.

Antwoord : ART. 15. — Reisbewijzen : kosten der reisbewijzen.

I. — Veeveelt en Veeartsenij-inspectie	fr.	75,000	»
II. — Economische diensten		100,000	»
III. — Land- en Tuinbouw		450,000	»
IV. — Waters en Bosschen		275,000	»

Totaal voor het artikel . . fr. 900,000 »

7° Idem wat betreft het krediet voorzien voor de Beroepsverenigingen.

Antwoord : Het krediet voorzien voor de beroepsverenigingen werd niet uitbetaald in 1945.

De Beroepsverenigingen hebben tot nog toe niets gevraagd en er wordt geen toelage verleend.

8° De Commissie maakt alle voorbehoud aangaande de vermindering met 3 miljoen frank van het krediet voorzien bij artikel 18-2 daar de contrôle en het toezicht over de melkvoortbrengst ontoereikend zijn.

Antwoord : De vermindering met 3 miljoen frank werd voorgesteld door de inspectie van Financiën die haar voorstel heeft gewettigd door te verklaren dat vooreerst de contrôle en het toezicht over de melkvoortbrengst dient geregeld vooraleer een bedrag van 9 miljoen frank op de begrotingsramingen te kunnen uittrekken.

9° ART. 18, littera 4. — De Commissie verlangt te weten voor wien het krediet van 140,000 frank is bestemd.

Antwoord. — Zooals vermeld in de toelichting der begroting, wordt dit krediet voorzien ten bate van het Nationaal Werk van den Akker, dat zijn zetel heeft te Brussel, als tusschenkomst in de algemeene bestuurskosten van dit werk.

10° Welke is thans de oppervlakte der braakgronden ?

Antwoord : De telling van 1929 vermeldt een oppervlakte van 124,251 hectaar voor de braakgronden in België.

11° De Commissie wenscht dat de Regeering toelagen zou verleen en aan de gemeenten die zich een toestel en loodarsenaat aanschaffen voor de bestrijding van den coloradokever.

Antwoord : De verdelg ing van den coloradokever is verplicht krachtens het besluit van den Regent dd. 6 Mei 1946 (*Staatsblad* 18 Mei 1946).

Derhalve past het niet toelagen te verleen en voor het naleven van deze bepaling.

Ten einde evenwel de belanghebbenden te helpen bij het bestrijden van den coloradokever, is de Regeering voornemens in 1946 het verleen van toelagen voor het aanwerven van de noodige toestellen te handhaven.

In dit geval, zullen de gemeenten evenals de particulieren verder het voordeel van deze toelage kunnen genieten.

12^o Eenparig heeft de Commissie een amendement goedgekeurd dat er toe strekt op de begroting een krediet van 500,000 frank uit te trekken ten einde te Gembloers bij het zuivelstation een proefondervindelijke zuivelfabriek op te richten.

13^o Waarom is het melkstation te Gembloers niet beter uitgerust?

Antwoord : Deze toestand is vooral te wijten aan de volgende feiten :

- 1^o De begrotingskredieten, die ter beschikking van het Ministerie van Landbouw worden gesteld voor de werking van de stations, hebben nooit toegelaten deze opzoekingsdiensten rationeel in te richten en al het noodige materiaal aan te koop;
- 2^o Tot nog toe hebben de ontoereikendheid der weddeschalen van de leden van het wetenschappelijk personeel en de beperktheid van het kader aan den Directeur van dit station niet toegelaten zich te omringen met vast en voldoende talrijk personeel.

Bij deze redenen, die verband houden met de begroting van de stations, met de weddeschalen en met het kader van het personeel, komt nog een reden van administratieve aard. Sedert 1933, toen het bestuur van het landbouwonderwijs overging van het Ministerie van Landbouw naar het Departement van Openbaar Onderwijs (Dienst van het Technisch Onderwijs), is het melkstation in feite ondergebracht in de lokalen van het Landbouwkundig Instituut, waar de rationeele uitbreiding van de diensten van dit station niet mogelijk is.

Tot nog toe is het Ministerie van Landbouw er niet in geslaagd te beschikken over den Staatsgrond der hoeve van het Landbouwkundig Instituut waarop een modern melkstation zou kunnen worden gevestigd.

14^o De Commissie verlangt te weten hoever het staat met het vraagstuk van de oprichting van een instituut voor bestrijding van mond- en klauwzeer?

Antwoord : De studie van dit vraagstuk wordt actief doorgedreven door den Veeartsenijdienst van het Departement van Landbouw.

BEGROOTING VAN HET MINISTERIE VAN LANDBOUW. — DIENSTJAAR 1946.

I. — GEWONE UITGAVEN

Artikelen	Ingeschreven kredieten	Gedane uitgaven	
		op 31 Maart 1946	op 30 April 1946
1	220,000.—	48,000.—	80,000.—
2-1	8,520,200.—	2,459,100.—	3,036,500.—
2-2	4,587,000.—	1,114,100.—	1,394,600.—
2-3	10,363,700.—	3,285,968.—	4,001,357.—
2-4	23,570,000.—	5,439,821.80	7,273,376.25
2-5	1,940,300.—	—	—
2-6	441,000.—	136,876.—	136,876.—
3-1	6,012,300.—	1,674,738.—	2,159,744.—
3-2	7,000,000.—	383,359.—	495,898.—
3-3	5,495,300.—	1,858,750.—	2,384,798.—
3-4	5,305,000.—	1,379,006.—	1,974,485.35
3-5	1,106,000.—	15,000.—	15,000.—
4	565,000.—	165,864.—	220,464.—
5	32,000.—	—	5,150.—
6-1	240,000.—	39,832.—	70,007.—
6-2	278,000.—	1,000.—	1,000.—
6-3	160,000.—	14,007.—	20,717.—
6-4	315,000.—	—	—
6-5	33,500.—	—	—
7	255,000.—	—	2,800.—
8-1	50,000.—	—	2,400.—
8-2	300,000.—	15,260.—	17,006.80
8-3	443,700.—	27,575.95	29,782.75
8-4	400,000.—	122,495.25	145,820.75
8-5	80,000.—	1,000.—	1,042.—
8-6	275,000.—	40,129.80	40,205.80

Artikelen	Ingeschreven kredieten	Gedane uitgaven	
		op 31 Maart 1946	op 30 April 1946
9-1	250,000.—	10,000.—	10,092.80
9-2	450,000.—	15,250.75	26,497.12
9-3A	150,000.—	9,978.75	20,897.95
9-3B	300,000.—	42,284.05	45,364.80
9-4	820,000.—	55,000.—	57,301.50
9-5	1,565,000.—	195,674.85	327,120.10
9-6	50,000.—	1,000.—	1,000.—
9-7	375,000.—	35,461.80	48,241.50
10-1	320,000.—	—	—
10-2	165,000.—	—	—
10-3	282,000.—	—	—
10-4	200,000.—	—	—
10-5	200,000.—	—	—
11-1	230,500.—	29,610.35	35,502.85
11-2	175,000.—	19,836.—	19,863.—
11-3	365,000.—	106,424.05	143,902.45
11-4	100,000.—	14,661.—	14,739.40
11-5	30,000.—	3,450.50	3,450.50
12-1	100,000.—	—	—
12-2	45,000.—	—	—
12-3	3,000.—	—	—
13-1	630,000.—	74,964.65	85,531.05
13-2	1,366,000.—	5,382.90	105,795.55
13-3	2,000,000.—	57,119.35	134,463.77
13-4	1,100,000.—	—	70,625.42
13-5	355,000.—	20,366.55	29,021.90
14	870,000.—	—	—
15	900,000.—	74,265.50	132,860.—

Artikelen	Ingeschreven kredieten	Gedane uitgaven	
		op 31 Maart 1946	op 30 April 1946
16	1,197,337.—	—	—
17	1,000,000.—	—	—
18-1A	3,000,000.—	—	—
18-1B	35,000.—	—	—
18-2A	6,000,000.—	—	18,553.40
18-2B	1,000,000.—	—	—
18-2C	35,000.—	—	—
18-3	90,000.—	1,080.—	1,080.—
18-4A	140,000.—	—	—
18-4B	70,000.—	—	—
18-5	50,000.—	—	—
19-1	9,400,000.—	—	—
19-2	250,000.—	—	—
19-3	—	—	—
19-4	10,000.—	—	—
19-5	1,070,000.—	—	—
19-6	150,000.—	—	—
19-7	1,000,000.—	—	—
19-8	1,000,000.—	—	—
19-9	—	—	—
20	22,000.—	—	—
21	50,000.—	—	—
22	150,000.—	—	5,250.—
23	5,935,000.—	1,400,000.—	1,910,476.40
24	300,000.—	—	—
25-1	12,000,000.—	21,570.95	227,511.05
25-2	300,000.—	20,000.—	20,000.—
26	2,000,000.—	116,743.03	182,187.73

Artikelen	Ingeschreven kredieten	Gedane uitgaven	
		op 31 Maart 1946	op 30 April 1946
27	2,500,000.—	—	24,100.—
28	75,000.—	—	—
29	20,000.—	—	—
30	5,000.—	—	—
31	22,000.—	—	—
32-1	9,000.—	—	—
32-2	100,000.—	—	—

II. — UITZONDERINGSUITGAVEN

33	4,500,000.—	122.623.—	392,966.05
33bis	—	2,626,216.—	2,667,255.—

III. — UITGAVEN VOORTVLOEIEND UIT DEN OORLOG

34-1	100,000.—	29,458.—	39,277.—
34-2	500,000.—	46,500.—	56,700.—
34-3	100,000.—	—	—
34-4	700,000.—	—	—
34-5	1,250,000.—	—	—
35	38,770,000.—	10,000,000.—	15,000,000.—

IV. — BUITENGEWONE BEGROOTING

13 oud	6,440,000.—	1,000,000.—	1,500,000.—
14 oud	2,000,000.—	—	—

De Regeering heeft ons destijds volgende *aanvullende nota* doen geworden :

II. — BEGROOTING VOOR HET DIENSTJAAR 1946.

1^o *Artikel* 18-2 A. (Beroepsverenigingen).

Aanvullend krediet : 750,000 frank.

Amendement ingediend op 19 April 1946.

2^o *Artikel* 29.

Aanvullend krediet : 380,000 frank.

Amendement ingediend op 30 April 1946.

3^o *Artikel* 18-6 (nieuw).

Aandeel van tusschenkomst in de werkingskosten van de F.A.O.

Nieuw krediet : 3,300,000 frank.

Amendement ingediend op 17 Mei 1946.